



Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

CAI
RT
-84 D25



3 1761 117091017

*Decisions and notices related to
pay television*

*Décisions et avis portant sur
la télévision payante*

5 January 1984

le 5 janvier 1984

Canada



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117091017>



Ottawa, 5 January 1984

Introductory Statement to Decisions
CRTC 84-1 to CRTC 84-4 and Public
Notices CRTC 1984-1 to CRTC 1984-3
Related to Pay Television

A Review of the General Framework for
a Distinctive Canadian Pay Television
System

As stated in the initial pay television Decision CRTC 82-240 dated 18 March 1982, the Commission views pay television as an integral part of the Canadian broadcasting system, and expects it to play an important role in achieving the objectives of the broadcasting policy set out in Section 3 of the Broadcasting Act. In the decision, the Commission noted that it expects a distinctive Canadian pay television system to evolve over time and that "to succeed, it will have to be adaptable to a changing and competitive environment." The Commission also established a market structure that was designed to be balanced and competitive. Since that time, a series of events have required adjustments which were described by some as a de facto revision of the Commission's model for Canadian pay television.

The 29 November Public Hearing in Vancouver provided an excellent opportunity to engage in a public discussion on the evolution of the pay television industry in the

Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

Ottawa, le 5 janvier 1984

Déclaration préliminaire relative aux
décisions CRTC 84-1 à CRTC 84-4 et
avis publics CRTC 1984-1 à CRTC 1984-3
portant sur la télévision payante

Examen du cadre général visant à assurer
un système de télévision payante
vraiment canadien

Ainsi qu'il l'énonçait dans la décision initiale sur la télévision payante, soit la décision CRTC 82-240 du 18 mars 1982, le Conseil conçoit la télévision payante comme faisant partie intégrante du système de la radiodiffusion canadienne et s'attend à ce qu'elle contribue largement à la réalisation des objectifs de la politique de radiodiffusion énoncée à l'article 3 de la Loi sur la radiodiffusion. Le Conseil indiquait dans la décision qu'il espérait qu'un système de télévision payante vraiment canadien émergera avec le temps et que "pour réussir, il devra s'adapter à un milieu concurrentiel et en évolution." Le Conseil y prévoyait aussi une structure de marché qui se voulait équilibrée et compétitive. Mais depuis, une série d'événements ont nécessité des ajustements qui ont été décrits par certains comme une révision de facto du modèle préconisé par le Conseil pour la télévision payante canadienne.

L'audience publique du 29 novembre à Vancouver a constitué une excellente occasion d'engager un débat public sur l'évolution de l'industrie de la télévision payante à

context of the general framework outlined in Decision CRTC 82-240. Interested parties representing every aspect of the pay television industry expressed a wide variety of views. The discussion focused on the impact the evolution of the pay television industry has had on general interest services and on the Canadian program production industry.

Participants at the hearing included the pay television licensees, representatives of the Governments of Canada, Saskatchewan and Ontario, the Canadian Cable Television Association and several cable companies, a joint presentation by associations representing Canadian film, television and radio artists, producers, writers and technicians. La Télévision de l'Est du Canada (TVEC) presented a perspective on the problems facing French-language services in Canada. First Choice Canadian Communications (First Choice) argued that the similarity in program content offered by Canadian pay television licensees required that the Commission intervene to assure diversity and differentiation among the services. In a submission on behalf of the Director of Investigation and Research, Combines Investigation Act, a representative of the Department of Consumer and Corporate Affairs Canada presented a vigorous defense of the competitive model as a means of distributing pay television services in Canada and outlined the potential benefits of competition to both the licensees and the public.

Rogers Cablesystems supplemented its written submission with an informative analysis of the problems and potential solutions facing cable companies in the marketing of pay television services to consumers.

l'intérieur du cadre général exposé dans la décision CRTC 82-240. Des représentants de toutes les composantes de l'industrie de la télévision payante y ont exprimé une multitude de points de vue. La discussion a porté sur l'incidence de l'évolution de l'industrie de la télévision payante sur les services d'intérêt général et sur l'industrie canadienne de la production d'émissions.

Ont participé à l'audience les titulaires de licences de télévision payante, des porte-parole des gouvernements du Canada, de la Saskatchewan et de l'Ontario, l'Association canadienne de la télévision par câble et plusieurs télédistributeurs ainsi qu'une coalition des associations représentant les artistes, les producteurs, les auteurs et les techniciens des industries canadiennes du cinéma, de la télévision et de la radio. La Télévision de l'Est du Canada (TVEC) a présenté un aperçu des problèmes propres aux services en langue française au Canada. La Société de Communications Canadienne Premier Choix (Premier Choix) a fait valoir que la similitude dans le contenu des émissions présentées par les entreprises de télévision payante canadiennes commandait l'intervention du Conseil pour garantir la diversité et la différenciation des services. Dans un mémoire présenté au nom du Directeur des enquêtes et recherches, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, un représentant du ministère Consommation et Corporations Canada a défendu avec vigueur le recours au modèle compétitif pour la distribution des services de télévision payante au Canada et a souligné les avantages possibles de la concurrence tant pour les titulaires que pour le public.

Rogers Cablesystems a complété son mémoire écrit par une analyse détaillée des problèmes et des solutions possibles que pose aux compagnies de télédistribution la commercialisation des services de télévision payante

QCTV, one of the most successful cable distributors of pay television, provided additional insight into these issues. Canadian artists, producers, writers and technicians, jointly represented by the Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists (ACTRA), stated that the Commission's pay television decisions following Decision CRTC 82-240 had not been consistent with the objectives outlined in Decision CRTC 82-240, and would alter the structure of the program production industry, unless new measures were adopted. The hearing permitted a thorough discussion of the issues raised by both appearing and non-appearing participants.

The discussion at the hearing occurred in the context of the Commission's reconsideration of Decision CRTC 83-576 dated 27 July 1983 authorizing an extension of service to Manitoba, Saskatchewan and the Northwest Territories by amendment of the general interest pay television licence for Alberta. This reconsideration was in accordance with Order in Council P.C. 1983-2878 dated 20 September 1983 issued pursuant to section 23 of the Broadcasting Act.

During the hearing, the Commission also considered applications from Allarcom Ltd. and Aim Satellite Broadcasting Corporation which raised implications for the evolution of Canadian pay television.

Issues relating specifically to the above-noted items considered at this hearing are further dealt with in Decisions CRTC 84-1 to CRTC 84-3 accompanying this statement.

auprès des consommateurs. QCTV, l'un des télédistributeurs de télévision payante qui a eu le plus de succès, a aussi jeté de la lumière sur ces questions. Les artistes, producteurs, auteurs et techniciens canadiens, représentés conjointement par l'Association des artistes canadiens du cinéma, de la télévision et de la radio, ont affirmé que les décisions du Conseil relatives à la télévision payante, qui ont été rendues à la suite de la décision CRTC 82-240, n'étaient pas conformes aux objectifs mentionnés dans la décision CRTC 82-240 et qu'à défaut de nouvelles mesures, la structure de l'industrie de la production d'émissions en souffrirait. L'audience a permis de discuter à fond des questions soulevées par les participants, tant comparants que non-comparants.

Cette discussion à l'audience a eu lieu dans le cadre du réexamen par le Conseil de la décision CRTC 83-576 du 27 juillet 1983 qui avait autorisé une extension de service au Manitoba, en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest par la modification de la licence de télévision payante d'intérêt général pour l'Alberta. Ce réexamen faisait suite au décret C.P. 1983-2878 du 20 septembre 1983 publié conformément à l'article 23 de la Loi sur la radiodiffusion.

A l'audience, le Conseil a aussi étudié des demandes de l'Allarcom Limited et d'Aim Satellite Broadcasting Corporation qui soulevaient des implications pour l'évolution de la télévision payante canadienne.

Les questions se rapportant exclusivement aux dossiers susmentionnés étudiés à l'audience sont reprises dans les décisions CRTC 84-1 à CRTC 84-3 accompagnant la présente déclaration préliminaire.

An application by Ontario Independent Pay Television Ltd. to amend its regional, general interest pay television network licence so as to extend its service area on an interim basis to include the Atlantic region, which is licensed to Star Channel, was also on the agenda of the hearing. However, in view of recent developments relating to the temporary discontinuation of Star Channel's service and the receivership of the company, the Commission adjourned the hearing of this application. Subsequently, on 13 December 1983, the application was withdrawn.

In this Introductory Statement, the Commission generally reviews the framework established in Decision CRTC 82-240 of 18 March 1982 in light of submissions received at the 29 November 1983 Public Hearing and in relation to industry trends and regulatory decisions that have developed over the first ten months of pay television in Canada.

The framework for Canadian pay television outlined in Decision CRTC 82-240 consists of three elements:

- a) objectives
- b) market structure
- c) regulatory approach

Objectives maintained

The Commission remains committed to the principle of a distinctive Canadian pay television service in Canada that will evolve over time. In Decision CRTC 82-240, the Commission summarized its major objectives for pay television as follows:

Through its capacity to generate revenue, pay television should contribute significantly to the broadcasting system by increasing the diversity of programming available to all Canadians from

A l'ordre du jour de l'audience figurait aussi une requête de l'Ontario Independent Pay Television Ltd. visant à modifier sa licence de réseau de télévision payante régional d'intérêt général afin d'étendre provisoirement sa zone de desserte de manière à englober la région de l'Atlantique, dont la desserte a été confiée à une autre détentrice de licence, Star Channel. Cependant, étant donné les récents événements entourant l'interruption temporaire du service de Star Channel et la mise sous séquestre des biens de l'entreprise, le Conseil a reporté l'audition de cette demande. Cette dernière a par la suite été retirée le 13 décembre 1983.

Dans la présente déclaration préliminaire, le Conseil passe en revue le cadre établi dans la décision CRTC 82-240 du 18 mars 1982 en fonction des mémoires reçus à l'audience publique du 29 novembre 1983 ainsi que des tendances de l'industrie et des décisions de réglementation qui ont vu le jour pendant les dix premiers mois de la télévision payante au Canada.

Le cadre de la télévision payante canadienne prévu dans la décision CRTC 82-240 se compose de trois éléments:

- a) les objectifs
- b) la structure du marché
- c) la méthode de réglementation

Maintien des objectifs

Le Conseil demeure fidèle au principe d'un service de télévision payante vraiment canadien qui évoluera avec le temps. Le Conseil a résumé dans la décision CRTC 82-240 ses principaux objectifs pour la télévision payante comme suit:

Grâce à sa capacité de produire des revenus, la télévision payante devrait apporter une contribution importante au système de la radiodiffusion en augmentant la diversité des émissions offertes aux

coast-to-coast and by enhancing the quality and distinctiveness of Canadian programs. Pay television should provide new opportunities and revenue sources for the program production industry in Canada, particularly for producers currently unable to gain access to the broadcasting system. Pay television should also provide new opportunities for developing programs that reflect the various regions of Canada and should provide new programming in both official languages.

Canadiens de toutes les régions et en améliorant la qualité et le caractère distinctif des émissions canadiennes. La télévision payante devrait offrir de nouveaux débouchés et de nouvelles sources de revenus au secteur de la production d'émissions au Canada et, en particulier, aux producteurs qui ne peuvent actuellement avoir accès au système de la radiodiffusion. Elle devrait aussi ouvrir de nouvelles possibilités au chapitre de la réalisation d'émissions qui reflètent les diverses régions du pays et générer de nouvelles émissions dans les deux langues officielles.

Evolution of the Market Structure

Virtually all of the participants appearing at the hearing supported the Commission's pay television objectives, market structure and regulatory approach. While adjustments were recommended with a view to strengthening and stabilizing the emerging pay television industry, it was generally agreed that a healthy competitive environment best serves the interests of the Canadian broadcasting system by maximizing the flow of revenues to Canadian production and by providing for increased consumer choice and enhanced quality and diversity of services. An industry responsive to market forces also allows for a less restrictive regulatory approach.

There was, however, considerable discussion of the various factors that have affected the development of pay television. These included the perceived similarity of the general interest services by many subscribers, the high subscriber fees of pay television, unexpected expenses associated with excessive head-to-head competition, the delays in establishing alternate general interest pay

Evolution de la structure du marché

Presque tous les participants ayant comparu à l'audience ont appuyé les objectifs, la structure du marché et la méthodologie de réglementation du Conseil pour la télévision payante. Quoique certains ajustements aient été recommandés pour raffermir et stabiliser l'industrie naissante de la télévision payante, on a généralement convenu qu'un milieu de saine concurrence peut le mieux favoriser le système de la radiodiffusion canadienne en maximisant l'apport de revenus à la production canadienne, en multipliant les choix offerts aux consommateurs et en améliorant la qualité et la diversité des services. Une industrie obéissant aux forces du marché permet également une réglementation moins restrictive.

Cependant, il a beaucoup été question des divers facteurs qui ont fait obstacle au développement de la télévision payante. Ces facteurs sont notamment la similitude perçue par de nombreux abonnés entre les services d'intérêt général, les tarifs élevés d'abonnement à la télévision payante, les frais imprévus amenés par une concurrence directe excessive, les retards accusés dans la mise sur pied

television services in all regions, the general economic conditions, inadequate marketing experience by cable operators and some pay television licensees, the "Playboy" controversy, and various other considerations.

The Commission acknowledges the above-noted concerns which stem in part from the competitive model adopted by it in Decision CRTC 82-240. However, given the generally expressed support for this model, the Commission considers that participants in the industry must assume primary responsibility for the viable development of pay television. As was acknowledged at the hearing, a number of avenues now available to the licensees have not been fully explored. Licensees are currently able to buy, schedule and market their product with minimal constraints and are encouraged to make every effort to do so with a view to differentiating their services. While the Commission acknowledges the need for differentiation so as to attract and retain subscribers, it does not wish to regulate this matter which it considers can best be dealt with by the pay television licensees themselves.

The pay television licensees are also encouraged to review their marketing strategy, including affiliation arrangements with the cable companies. A lessening of the fierce and heavy-handed head-to-head competition that has recently characterized the marketing behaviour of general interest licensees could have a favourable impact on the marketing and financing of their services. The need for a more positive competitive approach was recognized by all licensees at the hearing and the Commission expects them to cooperate in this regard.

d'autres services de télévision payante d'intérêt général dans toutes les régions, la conjoncture économique, le manque d'expérience de commercialisation des télédistributeurs et de certaines entreprises de télévision payante, la controversée au sujet de "Playboy" et diverses autres considérations.

Le Conseil fait état des préoccupations susmentionnées qui découlent en partie du modèle concurrentiel qu'il a adopté dans la décision CRTC 82-240. Toutefois, étant donné l'appui qui a été exprimé en général pour ce modèle, le Conseil estime que les membres de l'industrie doivent assumer la responsabilité première dans le développement d'une télévision payante viable. Comme il a été reconnu à l'audience, un certain nombre de moyens qui n'ont pas encore été explorés à fond s'offrent maintenant aux titulaires. Celles-ci sont actuellement capables d'acheter, de présenter et de commercialiser leur produit moyennant un minimum de contraintes et sont encouragées à faire tous les efforts en ce sens en visant à établir une distinction entre leurs services. Le Conseil reconnaît la nécessité d'établir cette distinction afin d'attirer et de conserver les abonnés mais il ne souhaite pas établir de réglementation à ce sujet parce qu'il estime que les titulaires de licences de télévision payante elles-mêmes sont les mieux placées pour y trouver une solution.

Les titulaires de licences de télévision payante sont également encouragées à revoir leur stratégie de commercialisation, y compris leurs ententes d'affiliation avec les télédistributeurs. Un relâchement de la concurrence directe acharnée qui a caractérisé récemment la stratégie de commercialisation des titulaires de licences d'intérêt général pourrait améliorer le financement et la commercialisation de leurs services. Toutes les titulaires ont reconnu à l'audience la nécessité d'une concurrence plus positive et le Conseil s'attend à ce qu'elles collaborent en ce sens.

The licensees have, from time to time, raised their concern that some inequity may develop in the regulatory treatment accorded general interest licensees as a result of ad hoc decisions taken by the Commission pursuant to Decision CRTC 82-240. It is therefore useful to review the roles and obligations of the general interest licensees, in the light of those decisions and of the evolution of pay television in Canada.

In Decision CRTC 82-240, the Commission noted that it viewed "the existence of a national general interest pay television service as essential to provide a strong national dimension for pay television in Canada. At the same time, it considers that regional, general interest services are necessary to provide new opportunities for regional expression by stimulating creative talent and utilizing production facilities in communities across the country."

In addition to its Canadian Content obligations, including the commitment to "provide opportunities for regional productions by acquiring approximately 25% of its Canadian material from regional sources", a major responsibility imposed on the national, general interest licensee, in accordance with its national mandate, was the provision of distinct English and French-language services, on a 24-hour daily basis, throughout the country. However, in line with the Commission's intention to call for applications for a regional French-language service and acknowledging the potential difficulties of operating two separate French-language services, in Decision CRTC 82-240 the Commission noted that the French-language service offered by First Choice would be reviewed in the light of the programming offered by any newly licensed regional service.

Les titulaires ont à l'occasion exprimé leur crainte de voir une iniquité s'introduire dans le traitement réglementaire accordé aux titulaires de licences d'intérêt général par suite des décisions ad hoc prises par le Conseil aux termes de la décision CRTC 82-240. Il convient donc de revoir les rôles et les obligations des titulaires de licences d'intérêt général à la lumière de ces décisions et de l'évolution de la télévision payante au Canada.

Dans la décision CRTC 82-240, le Conseil a noté qu'il jugeait "qu'un service de télévision payante national d'intérêt général est essentiel pour donner une forte dimension nationale à la télévision payante au Canada. Il considère cependant qu'il est aussi nécessaire d'avoir des services régionaux d'intérêt général qui, en encourageant le recours aux talents créateurs et aux installations de production dans les diverses collectivités du pays, fourniront de nouveaux débouchés à l'expression régionale."

En plus de ses obligations en matière de contenu canadien, y compris l'engagement de "favoriser la production sur le plan régional en acquérant de sources régionales environ 25 % de sa programmation canadienne", une importante responsabilité imposée à la titulaire de la licence nationale d'intérêt général, de par son mandat national, était d'assurer la prestation dans tout le pays de services distincts, de langues anglaise et française, 24 heures sur 24. Toutefois, conformément à l'intention du Conseil de lancer un appel de demandes pour offrir un service régional en français et reconnaissant les difficultés possibles à l'exploitation de deux services distincts de langue française, le Conseil a fait remarquer dans la décision CRTC 82-240 que le service français de Premier Choix serait passé en revue en fonction de la programmation qu'offrirait un éventuel service régional.

This was reflected in the interim nature of the condition of licence attached to First Choice's French-language service which was made effective for "the initial two years of operation, or such further time as the Commission may determine."

The requirement to provide distinct national services in the two official languages remains an important element of the national general interest licensee's obligations.

In examining applications for the issuance and the renewal of regional pay television licences, the Commission intends to give particular importance to the following three dimensions of their regional mandate:

- 1) regional ownership and control;
- 2) the funding of regional productions;
- 3) the employment of regional facilities, technicians and creative talent.

These aspects of the regional licensees' obligations are consistent with Decision CRTC 82-240.

The Commission considers that adequate regional representation in the ownership and control of regional licences is important to ensure a degree of sensitivity to regional concerns in the operation of the services and to provide regional producers with access to decision-making centres in their regions. In the accompanying decisions, certain conditions of approval are imposed on licensees to ensure adequate regional

nouvellement autorisé. Cette réserve s'est reflétée dans la nature provisoire de la condition de licence rattachée au service français de Premier Choix qui était applicable "pendant ses deux premières années d'exploitation ou jusqu'à toute date ultérieure que le Conseil pourra prescrire."

L'exigence touchant la prestation de services nationaux distincts dans les deux langues officielles demeure une composante importante des obligations de la titulaire de la licence nationale d'intérêt général.

Lors de l'examen des demandes visant la délivrance et le renouvellement de licences de télévision payante régionale, le Conseil compte accorder une importance particulière aux trois dimensions suivantes de leur mandat régional:

- 1) propriété et contrôle régionaux;
- 2) financement des productions régionales;
- 3) recours à des installations, à des techniciens et à des artistes de la région.

Ces aspects des obligations des titulaires de licences régionales sont conformes à la décision CRTC 82-240.

Le Conseil estime qu'une représentation régionale adéquate dans la propriété et le contrôle des licences régionales est importante si l'on veut assurer une meilleure sensibilisation aux problèmes régionaux dans le fonctionnement des services et permettre aux producteurs de la région d'accéder aux centres de décision dans leur région. Dans les décisions qui suivent, certaines conditions d'approbation sont imposées aux titulaires de

representation in the management, control and ownership of the pay television licences.

As the ownership structure of Ontario Independent Pay Television Ltd. demonstrates, the Commission did not preclude the existence of inter-regional ownership links in Decision CRTC 82-240. Considering the potential for economies of scale in the operation of pay television, the unexpectedly low level of penetration in some areas and the absence of an alternate general interest service in several regions, the Commission has adopted a flexible attitude toward regional ownership and control. At the same time, it will continue to require a high degree of regional representation in the management, ownership and control of regional licensees.

With regard to the development and funding of regional productions, the Commission considers that regional programming of high production value is necessary to enable all licensees to attract subscribers to a discretionary service such as pay television. The Commission is confident that regional productions of such marketable quality, utilizing regional artistic resources and produced in the different regions of Canada, will expand and take their rightful place in the spectrum of pay television service. In the accompanying decisions, important provisions are made to ensure the financing of increased expenditures in Canadian programming, the development and funding of regional productions, regional script and concept development and the distribution of regional programs.

licences pour garantir un degré de représentation régionale adéquat dans l'administration, le contrôle et la propriété des entreprises de télévision payante.

Comme le démontre la structure de propriété de l'Ontario Independent Pay Television Ltd., le Conseil n'a pas exclu la possibilité de liens de propriété interrégionaux dans la décision CRTC 82-240. Étant donné les économies d'échelle réalisables dans l'exploitation de la télévision payante, le faible degré imprévu de pénétration du marché dans certaines régions et l'absence d'un autre service d'intérêt général dans plusieurs régions, le Conseil a adopté une attitude souple à l'égard de la propriété et du contrôle régionaux. Il continuera par ailleurs d'exiger une forte représentation régionale dans l'administration, la propriété et le contrôle des titulaires régionales.

En ce qui a trait à la mise en oeuvre et au financement des productions régionales, le Conseil estime qu'une programmation régionale dotée d'une qualité de production élevée est nécessaire afin de permettre à toutes les titulaires d'attirer des abonnés à un service discrétionnaire comme la télévision payante. Le Conseil a bon espoir que des productions régionales d'une telle qualité marchande, qui utilisent les ressources artistiques régionales et sont produites dans les différentes régions du Canada, prendront de l'ampleur et qu'elles occuperont la place qui leur revient sur la scène de la télévision payante. Dans les décisions qui suivent, d'importantes mesures sont prévues pour assurer une contribution financière accrue à la programmation canadienne, la mise en oeuvre et le financement de productions régionales, la création de textes et de concepts dans les régions et la distribution d'émissions régionales.

Because of the equally heavy reliance by all general interest licensees on a limited number of feature films produced in the U.S. and other countries, Canadian programming is in fact a vital element distinguishing the national and the regional licensees. It plays an important role in the differentiation of pay television services and will play an even greater role as newly commissioned programs become available.

The primary objective of the pay television system is to create a distinctively Canadian service. In Decision CRTC 82-240, the Commission imposed equal Canadian content exhibition time requirements on both the national and regional general interest licensees. Expenditure requirements differed so as to take into account the differing circumstances and size of the market of each licensee. According to reports submitted at the hearing, licensees maintained that there are indications that Canadian content requirements are being respected. Their statements at the hearing also indicate that these requirements are not onerous and are generally being met without too much difficulty.

In order to maintain a fair and equitable regulatory treatment among all general interest licensees and, based on the discussions with the licensees concerned at the 29 November 1983 Public Hearing, approval of the applications by Aim and Allarcom for a change in the ownership of Aim and for the extension of Allarcom's signal to the region of British Columbia and the Yukon contain provisions for an increase in the present requirements with respect to the percentage of total revenues to be expended on the investment in, or acquisition of, Canadian programs, and with respect to the funding and development of regional productions.

Étant donné le recours intensif chez toutes les titulaires de licences d'intérêt général à un nombre restreint de films produits aux États-Unis et à l'étranger, la programmation canadienne constitue en effet un élément distinctif vital pour les titulaires de licences nationale et régionales. Elles jouent un rôle important dans la différenciation des services de télévision payante et joueront un rôle encore plus grand lorsque les émissions commandées récemment seront disponibles.

L'objectif fondamental de la télévision payante est de créer un service vraiment canadien. Dans la décision CRTC 82-240, le Conseil imposait des exigences égales de temps de diffusion de contenu canadien aux titulaires de licences nationale et régionales d'intérêt général. Les exigences d'investissement différaient pour tenir compte de l'étendue du marché et des circonstances propres à chaque titulaire. Selon les rapports présentés à l'audience, les titulaires ont soutenu que les exigences de contenu canadien sont respectées. Leurs déclarations à l'audience révèlent aussi que ces obligations ne sont pas trop onéreuses et qu'elles sont respectées en général sans trop de difficultés.

Afin que la réglementation régissant toutes les titulaires de licences d'intérêt général soit juste et équitable, et suite aux discussions avec les parties en cause lors de l'audience publique du 29 novembre 1983, l'approbation des demandes présentées par Aim et l'Allarcom en vue d'apporter un changement à la propriété de Aim et d'étendre le signal d'Allarcom à la région de la Colombie-Britannique et du Yukon, comprend des mesures visant à accroître les exigences actuelles relatives au pourcentage des recettes totales qui doit être investi dans la production ou l'acquisition d'émissions canadiennes et en ce qui a trait au financement et à la mise en oeuvre de productions canadiennes.

Further, in assessing the performance of the regional general interest licensees, the Commission will give particular importance to the extent and manner they have met the three dimensions of their regional obligations.

En outre, au moment d'évaluer leur rendement, le Conseil accordera une attention particulière au degré et à la façon dont les titulaires de licences régionales d'intérêt général se seront conformées aux trois dimensions de leurs obligations régionales.

Flexible Regulatory Approach

In keeping with its regulatory approach, the Commission does not wish to engage in pay television rate regulation at this time. However, it is concerned with the relatively high rates charged to pay television subscribers and encourages both distributors and exhibitors to find ways of reducing subscriber fees. In addition, the first ten months of pay television operations in Canada have indicated the vital role cable companies must play in marketing the service. Although effective marketing was slow to develop, the Commission is confident that information made available by some of the cable operators who appeared at the hearing will provide useful guidance to the entire cable industry.

Some participants suggested that restrictive regulatory measures in connection with the exhibition of pay television previews, barker channels and stereo pay television have been limiting factors in the development of pay television services. The Commission acknowledges these concerns and is prepared to consider appropriate adjustments to alleviate these constraints.

To this effect, the Commission is issuing today policy guidelines that will allow pay television licensees to promote their services by providing cable subscribers with free "unscrambled" previews of their programming and a stereo audio feed

Méthode de réglementation souple

Fidèle à sa méthode de réglementation, le Conseil ne veut pas s'engager dans une réglementation tarifaire pour l'instant. Mais il s'interroge devant les tarifs d'abonnement à la télévision payante relativement élevés et encourage les distributeurs et les diffuseurs à trouver des moyens de faire baisser les tarifs d'abonnement. De plus, les dix premiers mois de la télévision payante au Canada ont souligné le rôle vital que doivent jouer les télédistributeurs dans la commercialisation du service. Bien que la commercialisation ait pris du temps à démarrer, le Conseil croit que l'information fournie par certains télédistributeurs qui ont comparu à l'audience pourra profiter à toute l'industrie de la télédistribution.

Certains participants étaient d'avis que des dispositions réglementaires restrictives reliées à la distribution de séquences-annonces de la télévision payante, aux canaux d'autopublicité et à la télévision payante en stéréo, aient pu entraver le développement des services de télévision payante. Le Conseil fait état de ces préoccupations et est disposé à étudier les ajustements nécessaires afin de diminuer ces contraintes.

Le Conseil publie à cette fin aujourd'hui des lignes directrices qui permettront aux titulaires de licences de télévision payante de promouvoir leurs services en offrant aux abonnés au câble des séquences-annonces gratuites de leurs émissions sous la forme de

of their pay television services, with minimal constraints (see Public Notices 1984-1 and 1984-2 entitled "Pay Television Previews" and "Pay Television Stereo Audio Signals on Cable Audio Service" respectively).

With respect to the cable distribution of pay television promotional material, subsequent to Public Notice CRTC 83-111, the Commission approved applications by cable licensees for such distribution on a special programming channel (commonly known as "the barker channel") subject to certain terms and conditions (Decision CRTC 83-635 dated 1 August 1983). In response to submissions from the broadcasting industry, the Commission made it a condition of its approval that "access to this service be available on a non-discretionary, equitable basis for the promotion of all pay and non-pay Canadian television services which a licensee is authorized to exhibit." The Commission has since been informed, however, that the licensees involved have not been able to reach an agreement with respect to the sharing of the barker channel on an equitable basis. The Commission is not prepared to intervene in this matter at this time because it considers that it is in the best interest of the licensees to co-operate with a view to resolving their differences. The Commission anticipates that the parties involved will be able to arrive at a mutually satisfactory arrangement in the near future.

The Commission is also releasing today for public comment revised draft pay television regulations which incorporate significant changes from the previous draft released in November 1982. As noted in the accompanying Public Notice CRTC 1984-3, these changes reflect "the

signaux non codés et le signal sonore en stéréo de leurs services de télévision payante, moyennant un minimum de contraintes (voir les avis publics 1984-1 et 1984-2 intitulés "Les séquences-annonces de télévision payante" et "Distribution, au service sonore par câble, du signal sonore en stéréo des services de télévision payante" respectivement).

En ce qui a trait à la télédistribution de matériel d'autopublicité portant sur les services de télévision payante, le Conseil a approuvé, suite à l'avis public CRTC 1983-111, des demandes de télédistributeurs visant à effectuer cette distribution à un canal réservé à la programmation spéciale, sous réserve de certaines modalités et conditions (décision CRTC 83-635 du 1^{er} août 1983). En réponse aux mémoires soumis par l'industrie de la radiodiffusion, le Conseil a assujetti son approbation à la condition voulant "qu'aucune discrimination n'entache l'accès à ce canal pour la promotion de tous les services canadiens de télévision payante et autres qu'une titulaire de licence est autorisée à diffuser." Cependant, le Conseil a été informé depuis que les titulaires en cause n'ont pu s'entendre sur le partage équitable d'un canal d'autopublicité. Le Conseil n'entend pas pour l'instant intervenir en la matière parce qu'il est d'avis qu'il y va du meilleur intérêt des titulaires de coopérer dans le but de résoudre leurs différends. Le Conseil s'attend à ce que les parties en cause soient bientôt en mesure d'en arriver à une entente mutuellement satisfaisante.

Le Conseil publie aussi aujourd'hui un projet révisé de règlement touchant la télévision payante, lequel comprend des modifications importantes comparativement au projet antérieur publié en novembre 1982. Tel qu'indiqué dans l'avis public CRTC 1984-3 ci-joint, ces modifications reflètent "les réa-

economic realities governing production and post-production of programming in Canada" and "would now allow licensees, or associated companies, to furnish, on a commercial basis, facilities or technical personnel in respect of production or post-production of programs while maintaining the integrity of the outright prohibition against in-house production by licensees, of programming to be shown on their pay television networks." These changes have been influenced by the experience gained by the Commission during this first year of actual operation of pay television in Canada and are intended to impose the minimum regulatory restrictions necessary to ensure that the objectives for pay television are met.

Conclusion:

Canadian pay television has been in operation for less than a year. Despite the turbulence of this initial period, there are already a number of very positive elements in the Canadian pay television experience. The licensing of competing general interest services is beginning to provide programming diversity and expanded viewing choices in most regions across the country. Canadian pay television has attracted about half a million subscriptions and some of the licensees have actually exceeded their projections.

Recent developments have resulted in the emergence of two strong participants in the industry with sound financial backing, entrepreneurial abilities and professional expertise. Considerable resources have been expended in developing new Canadian productions, some of which will be aired in the coming months. This has provided employment opportunities for Canadian writers, directors, producers, performers and technicians. Firm financial commitments related

lités économiques qui régissent la production et la post-production d'émissions au Canada" et "permettraient maintenant aux titulaires de licences ou aux compagnies associées de fournir, sur une base commerciale, des installations ou des effectifs sur le plan technique nécessaires à la production ou la post-production d'émissions, mais continueraient de leur interdire totalement toute production interne de programmation devant être présentée à leurs réseaux de télévision payante." Ces changements sont le fruit de l'expérience acquise par le Conseil au cours de la première année de l'exploitation réelle de la télévision payante au Canada et visent à réduire au minimum les restrictions réglementaires nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs de la télévision payante.

Conclusion:

Il n'y a pas un an encore que la télévision payante est devenue réalité au Canada. Malgré les bouleversements de cette période initiale, il ressort déjà de cette expérience de nombreux éléments très positifs. La présence de services concurrents d'intérêt général commence à apporter une certaine diversité dans la programmation et le choix d'émissions offert aux téléspectateurs s'en trouve ainsi multiplié dans la plupart des régions du pays. La télévision payante canadienne a attiré environ un demi-million d'abonnements et dépassé les projections dans le cas de certaines titulaires.

Les récents événements dans l'industrie ont ouvert la porte à deux solides participants dotés d'importants appuis financiers, d'une grande compétence et de connaissances professionnelles. Des ressources considérables ont été investies dans la réalisation de nouvelles productions canadiennes, dont certaines seront présentées au cours des prochains mois. Elles représentent une source de travail pour des auteurs, des réalisateurs, des producteurs, des comédiens et des

to Canadian programs with a value in excess of \$100 million have been reported.

However, in view of rapidly evolving industry conditions which have already created unfortunate casualties in pay television, the Commission remains concerned about the fragility of some of the elements in the pay television industry. Given the risks and uncertainties which characterize this emerging industry, and the need to be responsive and adaptable to such a fluctuating environment, the Commission intends to maintain a flexible approach with minimal regulatory constraints. This may require adjustments in the structure or regulatory framework for pay television and the Commission will continue to be responsive to proposals, provided they are consistent with its objectives for a distinctive Canadian pay television service.

techniciens canadiens. On a enregistré des engagements fermes totalisant plus de 100 millions de dollars dans les émissions canadiennes.

Cependant, au rythme rapide où évolue la situation dans l'industrie de la télévision payante, au sein de laquelle on déplore déjà des victimes, le Conseil demeure inquiet devant la fragilité de certains éléments de l'industrie de la télévision payante. Tenant compte des risques et des incertitudes qui caractérisent cette industrie naissante et de la nécessité de pouvoir réagir et s'adapter à un environnement aussi changeant, le Conseil entend conserver une méthode de réglementation souple et un minimum de contraintes réglementaires. Il se peut que des ajustements à la structure ou au cadre réglementaire de la télévision payante soient requis et le Conseil continuera d'être sensible à ces propositions, pourvu qu'elles soient conformes à ses objectifs visant à assurer un service de télévision payante vraiment canadien.

Subsequent to the 29 November 1983 Public Hearing, the Commission received joint applications on behalf of TVEC and First Choice/Premier Choix with respect to the consolidation of their two separate French-language services into a single service to be distributed across Canada, on a discretionary basis, by a new company to be known as "Premier Choix: TVEC". As noted in Public Notice CRTC 1983-283 dated 22 December 1983, the Commission intends to deal expeditiously with the issues raised by the proposed consolidation of the French-language pay television services at a public hearing scheduled to be held in Montreal commencing 13 January 1984.

A la suite de l'audience publique du 29 novembre 1983, le Conseil a reçu des demandes conjointes de TVEC et de First Choice/Premier Choix relativement à la consolidation de leurs deux services distincts de langue française en un seul service qui serait distribué de façon discrétionnaire partout au Canada par une nouvelle compagnie connue sous le nom de "Premier Choix: TVEC". Tel que mentionné dans l'avis public CRTC 1983-283 du 22 décembre 1983, le Conseil entend se pencher dans les meilleurs délais sur les questions soulevées par le projet de consolidation des services de télévision payante de langue française, lors d'une audience qui aura lieu le 13 janvier 1984 à Montréal.

The Commission also notes that Ontario Independent Pay Television Ltd. has filed applications for the distribution of its Superchannel Ontario service to the Eastern region of Canada and it expects to deal with these applications expeditiously.

The Commission has been concerned with the recent developments which have resulted in the temporary discontinuation of Star Channel's general interest pay television service and the receivership of the company. In a telex dated 23 December 1983, the Commission has asked for a status report on the matter of the receivership and on Star Channel's intentions with regard to the reinstatement of its service in the Atlantic region at an early date. Subsequently, in a letter dated 28 December 1983, Star Channel advised that its plans for the reinstatement of its service should be completed during the month of January 1984. The Commission will continue to follow this matter closely.

Le Conseil note également que l'Ontario Independent Pay Television Ltd. a soumis des demandes visant la distribution de son service Superchannel de l'Ontario dans l'Est du Canada et il compte traiter ces demandes promptement.

Le Conseil se préoccupe des récents événements qui ont conduit à l'interruption temporaire du service de télévision payante d'intérêt général de Star Channel et à la mise sous séquestre des biens de l'entreprise. Dans un télex en date du 23 décembre 1983, le Conseil a demandé un rapport sur l'état de la situation en ce qui a trait à la mise sous séquestre et aux intentions de Star Channel touchant le rétablissement dans un proche avenir de son service dans la région de l'Atlantique. Par la suite, Star Channel a fait savoir, dans une lettre datée du 28 décembre 1983, que ses plans visant le rétablissement du service devraient être complétés au cours du mois de janvier 1984. Le Conseil continuera à suivre de près la situation.



Decision

Ottawa, 5 January 1984

Decision CRTC 84-1

Allarcom Limited

Reconsideration of the Amendment of
the Pay Television Network Licence of
Allarcom Limited Authorizing the
Provision of Service to the Provinces
of Manitoba and Saskatchewan and the
Northwest Territories - 821687100

Following the Public Hearing held in Vancouver on 29 November 1983, and, in accordance with Order in Council P.C. 1983-2878 dated 20 September 1983 ("the Order in Council"), the Commission announces its decision concerning the reconsideration of Decision CRTC 83-576, authorizing Allarcom Limited ("Allarcom") to extend its pay television service to the provinces of Manitoba and Saskatchewan and in the Northwest Territories.

Allarcom's application to extend its pay television service from Alberta was submitted subsequent to Public Notice CRTC 1982-76 dated 16 August 1982, which called for applications to serve Manitoba, Saskatchewan and the Northwest Territories to be filed by 16 November 1982. Subsequently, in response to a request by another interested party for more time, the deadline was extended to 17 January 1983. Notwithstanding the extension, Allarcom was the only applicant at the public hearing in Winnipeg on 19 April 1983. Decision CRTC 83-576 dated 27 July 1983 authorized the

Décision

Ottawa, le 5 janvier 1984

Décision CRTC 84-1

Allarcom Limited

Réexamen de la modification de la li-
cence de réseau de télévision payante
autorisant l'Allarcom Limited à des-
servir les provinces du Manitoba et de
la Saskatchewan et les Territoires du
Nord-Ouest - 821687100

A la suite d'une audience publique tenue à Vancouver le 29 novembre 1983, et conformément au décret C.P. 1983-2878 du 20 septembre 1983 ("le décret"), le Conseil annonce sa décision relativement au ré-examen de la décision CRTC 83-576 autorisant l'Allarcom Limited ("l'Allarcom") à étendre son service de télévision payante aux provinces du Manitoba et de la Saskatchewan et aux Territoires du Nord-Ouest.

La demande de l'Allarcom visant à étendre son service de télévision payante de l'Alberta a été présentée à la suite de l'avis public CRTC 1982-76 du 16 août 1982, dans lequel le Conseil avait lancé un appel de demandes visant à desservir le Manitoba, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest. Ces demandes devaient être déposées au plus tard le 16 novembre 1982. Par la suite, en réponse à la requête d'une autre partie intéressée désirant disposer de plus de temps, la date limite a été reportée au 17 janvier 1983. Nonobstant cette prorogation, l'Allarcom a

provision of an alternate general interest service to Manitoba, Saskatchewan and the Northwest Territories by means of an amendment to the licence originally issued to Allarcom for the provision of service to Alberta.

The Order in Council referred Decision CRTC 83-576 back to the Commission for reconsideration and hearing on the grounds the Commission failed to consider or did not consider adequately:

"whether the amendment may place the licensee in an enhanced position to that foreseen in Decision CRTC 82-240 to compete with the national general interest licensee without being subject to requirements comparable to those imposed by the Commission on the national general interest licensee in Decision CRTC 82-240 and, in particular, the requirement to provide a national French-language general interest service;"

and

"whether and to what extent the amendment accords with the objectives of the Canadian pay television system as stated by the Commission in its Decision 82-240 and subsequent decisions relating to pay television and, in particular, as to the respective roles and obligations of a regional, general interest licensee and the national general interest licensee in light of the apparent evolution of the overall market structure of the Canadian pay television system;"

éte la seule requérante lors de l'audience publique tenue à Winnipeg le 19 avril 1983. La décision CRTC 83-576 du 27 juillet 1983 autorisait la prestation d'un autre service de télévision payante d'intérêt général au Manitoba, à la Saskatchewan et aux Territoires du Nord-Ouest, au moyen d'une modification de la licence originale qui autorisait l'Allarcom à desservir l'Alberta.

Le décret renvoyait au Conseil la décision CRTC 83-576 pour qu'elle soit étudiée et entendue à nouveau, alléguant que le Conseil n'avait pas examiné ou n'avait pas bien examiné:

"si cette modification ne place pas le titulaire dans une position concurrentielle plus avantageuse que celle envisagée par la décision CRTC 82-240 par rapport au titulaire de la licence du service national d'intérêt général, sans l'assujettir à des conditions comparables à celles que le Conseil a imposées au titulaire de la licence du service national d'intérêt général en vertu de sa décision CRTC 82-240, notamment l'obligation d'assurer un service national d'intérêt général en français;"

et

"si et dans quelle mesure la modification correspond aux objectifs du système canadien de télévision payante décrits par le Conseil dans sa décision CRTC 82-240 et les décisions subséquentes relatives à la télévision payante, et plus particulièrement, aux rôles et obligations d'un titulaire de licence de service d'intérêt régional et d'un titulaire de licence de service national d'intérêt général relativement à l'évolution apparente de la structure globale du marché du système canadien de télévision payante;"

The matters which have been deemed to be material to the reconsideration of Decision CRTC 83-576 are dealt with below and, where applicable, are discussed in a broader context in the Introductory Statement which forms a part of this decision.

It is appropriate to note that First Choice Canadian Communications Corp. ("First Choice"), the national, general interest pay television licensee, intervened at the April 1983 hearing. In a presentation at the hearing, First Choice summarized its position as follows:

As you will see, the bottom line of it is, we do not oppose Allarcom's application before you. We think that extension of the regional into Manitoba and Saskatchewan is consistent with the policy enunciated in 82-240.

Subsequently, according to submissions heard at the 29 November 1983 public hearing, First Choice changed its position. It gave as its reason, the "increased focus on head-to-head competition and the complete lack of regional differentiation that has now become evident in respect to the Ontario and Alberta licences."

One of the matters raised by the Order in Council relates to whether the amendment may place Allarcom in an enhanced position to that foreseen in Decision CRTC 82-240.

In Decision CRTC 82-240, the Commission imposed equal Canadian content exhibition time requirements on the competing general interest licensees in order to ensure fair and equitable regulatory treatment. However, it established different conditions of licence for each licensee, requiring that specified percentages of total

Les points jugés pertinents aux fins du réexamen de la décision CRTC 83-576 sont traités ci-dessous et, s'il y a lieu, sont repris dans un contexte plus large dans la déclaration préliminaire, laquelle fait partie de la présente décision.

Il convient de noter que la Société de Communications Canadienne Premier Choix ("Premier Choix"), titulaire de la licence du service national d'intérêt général de télévision payante, est intervenue à l'audience d'avril 1983. Lors d'un exposé à l'audience, Premier Choix a résumé sa position comme suit:

[TRADUCTION]

Comme vous pouvez le constater, nous ne nous opposons pas en fin de compte à la demande d'Allarcom. Nous croyons qu'il est conforme à la politique énoncée dans la décision 82-240 d'étendre le service régional au Manitoba et en Saskatchewan.

Premier Choix a par la suite changé sa position, comme en font foi ses déclarations à l'audience publique du 29 novembre 1983. Elle a ainsi invoqué [TRADUCTION] "l'accentuation de la concurrence directe et le manque total de différenciation régionale qui caractérise maintenant les licences de l'Ontario et de l'Alberta."

L'un des points soulevés dans le décret vise notamment à déterminer si la modification ne place pas l'Allarcom dans une position concurrentielle plus avantageuse que celle envisagée dans la décision CRTC 82-240.

Dans la décision CRTC 82-240, le Conseil a imposé des exigences égales relativement au temps de présentation de contenu canadien aux titulaires de licences d'intérêt général qui se font concurrence, de manière à garantir un traitement réglementaire juste et équitable. Toutefois, il a établi des conditions de licence différentes pour

revenues from pay television operations be expended on Canadian programming. These requirements varied in relation to the nature of the services and to the respective cost structure and market size of each licensee. They are set out below:

Ontario Independent Pay Television ("OIPPI")	50%
First Choice	45%
Allarcom	35%
Star Channel	15%

In Decision CRTC 82-1023, which licensed Télévision de l'Est du Canada ("TVEC") on 23 November 1982, and Decision CRTC 83-115, which licensed Aim Satellite Communications Corp. ("Aim") on 21 February 1983, the licensees were required, by conditions of licence, to expend 35% of total revenues from pay television operations in each year during the term of their respective licences on Canadian programs.

In establishing differing obligations among the licensees, the Commission noted that it had considered "the national licensee's responsibility to provide service in the two official languages, as well as the smaller market size and different cost structures of the regional licensees."

chaque titulaire, exigeant que des pourcentages donnés des recettes totales de leurs services de télévision payante soient consacrés aux émissions canadiennes. Ces exigences variaient en fonction de la nature des services ainsi que de la structure des coûts et de l'importance du marché de chaque titulaire. Il s'agit des pourcentages suivants:

Ontario Independent Pay Television	50%
Premier Choix	45%
Allarcom	35%
Star Channel	15%

Dans la décision CRTC 82-1023, qui accordait une licence d'exploitation à la Télévision de l'Est du Canada ("TVEC") le 23 novembre 1982, et la décision CRTC 83-115, qui accordait une licence d'exploitation à la Aim Satellite Communications Corp. ("Aim") le 21 février 1983, les titulaires étaient tenues, de par les conditions de leurs licences, de consacrer à la programmation canadienne 35 % des recettes totales de leurs services de télévision payante, et ce, chaque année d'application de leurs licences respectives.

En établissant des obligations différentes parmi les titulaires, le Conseil a noté qu'il avait tenu compte du "fait que les titulaires d'une licence nationale sont tenus de fournir le service dans les deux langues officielles, ainsi que des dimensions plus restreintes du marché et des structures différentes des coûts des titulaires d'une licence relative à un service régional."

With respect to the obligations of the national, general interest licensee, First Choice was required to provide distinct French-language and English-language pay television services from coast to coast, 24 hours per day. This requirement applied to First Choice on an interim basis during the initial two years of operations "or until such further time as the Commission may determine." In this regard, the Commission stated it would review the scheduling format of the French-language service offered by First Choice in the light of the programming offered by any regional, general interest French-language service which might be licensed to serve the region of Quebec, Ontario and Atlantic Canada.

Specific regulatory obligations and conditions of licence were also imposed on the regional, general interest licensees in terms of regional representation in the ownership and management of the undertakings as well as the funding of regional productions to "provide new opportunities for regional expression by stimulating creative talent and utilizing production facilities in communities across Canada." Licensees were also expected to "cooperate with other regional licensees in the production, acquisition and exchange of programs that express and interpret the distinctive experiences, characteristics and lifestyles of each region."

Since they were licensed to serve limited geographic areas, these licensees were effectively prevented from realizing potential economies of scale.

En ce qui concerne les obligations de la titulaire de licence du service national d'intérêt général, Premier Choix était tenue d'offrir des services de télévision payante de langues française et anglaise distincts partout au pays, 24 heures par jour. Cette exigence s'appliquait à Premier Choix de façon provisoire pendant les deux premières années d'exploitation "ou jusqu'à toute date ultérieure que le Conseil pourra prescrire." A cet égard, le Conseil a déclaré qu'il ré-examinerait le type d'horaire du service de langue française offert par Premier Choix en fonction de la programmation d'un éventuel service régional d'intérêt général de langue française qui pourrait être autorisé à desservir le Québec, l'Ontario et l'Atlantique.

Des obligations et conditions réglementaires précises ont également été imposées aux titulaires de licences de services régionaux d'intérêt général au sujet de la représentation régionale, relativement à la propriété et à la gestion des entreprises ainsi qu'au financement de productions régionales qui, "en encourageant le recours aux talents créateurs et aux installations de production dans les diverses collectivités du pays, fourniront de nouveaux débouchés à l'expression régionale." Le Conseil s'attendait également à ce que les titulaires collaborent "avec d'autres titulaires d'une licence de service régional à la production, l'acquisition et l'échange d'émissions qui expriment et décrivent les activités, les caractéristiques et les modes de vie propres à chaque région."

Etant donné qu'elles étaient autorisées à desservir des régions géographiques limitées, ces titulaires se voyaient dans l'impossibilité de réaliser de véritables économies d'échelle.

Taking into account the regional role of Allarcom, the Commission imposed additional obligations on the Alberta licensee in Decision CRTC 83-576. These obligations included the requirement that the licensee adhere to the following commitments as a condition of approval of the extension of its service to the rest of the Prairie region:

- to produce or acquire six hours per week of programming in Alberta, with a further two hours per week which will originate in Manitoba and Saskatchewan upon implementation of service;
- to establish a creative development office in both Manitoba and Saskatchewan. With an initial budget for each province of \$100,000 for 1983, rising to \$260,000 by 1987, the offices would be managed by creative development officers acquainted with the production facilities and talent in Manitoba or Saskatchewan;
- to establish an advisory council in each province to be operated independently of the Alberta council; and
- to establish separate production funds in each province, with at least 20% of each production fund to be spent in the province of origin.

Considering the relatively small size of the market, which represents 6% of all cable subscribers in Canada, and in the light of the pay television experience to date, the Commission considers it would not be economically viable for a licensee to provide service to the Manitoba, Saskatchewan and the Northwest Territories region without sharing the costs of operation over a larger subscriber base. The Commission's

Compte tenu du rôle régional de l'Allarcom, le Conseil a imposé d'autres obligations à la titulaire de l'Alberta dans la décision CRTC 83-576. Ces obligations comprenaient l'exigence que la titulaire respecte les engagements suivants, comme condition d'approbation de l'extension de son service à toute la région des Prairies:

- faire la production ou l'acquisition de six heures d'émissions par semaine en Alberta et, de plus, deux autres heures en provenance du Manitoba et de la Saskatchewan lorsque le service sera offert;
- mettre sur pied un bureau de développement au Manitoba et en Saskatchewan. Disposant d'un budget initial pour chaque province de 100 000 \$ pour 1983, qui augmenterait pour se chiffrer à 260 000 \$ en 1987, ces bureaux seraient dirigés par des agents de développement bien au fait des installations de production et des talents au Manitoba ou en Saskatchewan;
- mettre sur pied dans chaque province un conseil consultatif dirigé indépendamment du conseil de l'Alberta; et
- établir dans chaque province un fonds de production distinct dont au moins 20 % de chacun d'eux serait dépensé dans la province d'origine.

En raison de l'étendue relativement faible du marché, soit 6 % de tous les abonnés au câble au Canada et à la lumière de l'expérience de la télévision payante à ce jour, le Conseil estime qu'il ne serait pas rentable pour une titulaire de desservir le Manitoba, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest en l'absence d'un plus grand nombre d'abonnés pour en partager les frais. Le fait qu'aucune autre requérante n'ait demandé à

position is reinforced by the fact that no other applicant applied for the provision of the service at the time of the public hearing.

Furthermore, taking into consideration the very high costs of operation and the limited size of the markets generally served by regional, general interest licensees, the Commission considers that the possibility of being able to benefit from certain economies of scale is necessary to ensure that licensees are financially capable of fulfilling their Canadian program content commitments, while providing quality programming that will attract subscribers to a discretionary service.

In Decision CRTC 82-240, the Commission established a regulatory framework that was designed to be fair and equitable to all pay television licensees. At the same time, the Commission emphasized that, its regulatory approach would be "free from all but essential constraints ... that will permit pay television networks maximum flexibility to innovate and experiment."

The Commission considers that Decision CRTC 83-576 is consistent with this approach. Furthermore, it is satisfied that it does not give any undue competitive advantage to Allarcom and does not place it in an enhanced position to that foreseen in Decision CRTC 82-240.

The Order-in-Council also raised the matter as to whether, and to what extent, the amendment granted by Decision CRTC 83-576 is consistent with the objectives of Decision CRTC 82-240, in particular as to the respective roles and obligations of the national and regional general interest licensees, in light of the apparent evolution of the pay television market since the issuance of Decision CRTC 82-240.

offrir le service, au moment de l'audience publique, renforce la position du Conseil.

Compte tenu également des coûts d'exploitation très élevés et de l'étendue limitée des marchés généralement desservis par les titulaires de licences régionales d'intérêt général, le Conseil estime que la possibilité d'être en mesure de bénéficier de certaines économies d'échelle est nécessaire afin d'assurer que les titulaires soient capables financièrement de remplir leurs engagements relatifs au contenu canadien, tout en offrant une qualité de programmation qui saura intéresser les abonnés à un service discrétionnaire.

Dans la décision CRTC 82-240, le Conseil a établi un cadre réglementaire conçu afin d'être juste et équitable envers toutes les titulaires de licences de télévision payante. Parallèlement, le Conseil a souligné que son approche réglementaire ne comporterait "que des contraintes essentielles ... qui laissera aux réseaux de télévision payante toute latitude voulue pour innover et expérimenter."

Le Conseil estime que la décision CRTC 83-576 est conforme à cette approche. En outre, il est convaincu qu'elle n'accorde pas un avantage concurrentiel indu à l'Allarcom et qu'elle ne la place pas dans une position plus avantageuse que celle envisagée dans la décision CRTC 82-240.

Le décret a également soulevé la question de savoir si et dans quelle mesure la modification autorisée par la décision CRTC 83-576 correspond aux objectifs de la décision CRTC 82-240, et plus particulièrement aux rôles et obligations des titulaires de licences de service national et régional d'intérêt général relativement à l'évolution apparente du marché de la télévision payante depuis la publication de la décision CRTC 82-240.

Although the industry has evolved considerably since 1 February 1983, such evolution is consistent with Decision CRTC 82-240. The Commission specifically noted that "a distinctly Canadian pay television system should evolve over time and the licences issued in this decision are the first step in this direction" and, recognizing that pay television was being introduced at a critical time, it emphasized the fact that "to succeed, pay television will have to be adaptable to a changing and competitive environment."

In the Introductory Statement to this decision, the Commission has reviewed in some detail the roles and obligations of the general interest licensees in the light of the evolution of the pay television industry and of the general framework for pay television established in Decision 82-240. The Commission views the respective roles and obligations of the national and regional general interest licensees as fair and equitable and is satisfied that they have not been unfairly altered by Decision CRTC 83-576.

Moreover, the Commission explicitly allowed for the possibility of extending the licensees' authorized service areas when it stated:

It will also consider means to provide pay television to other parts of the country, including the extension of the service areas proposed in the applications of the regional pay television services licensed by this decision.

The Commission has also received 37 submissions commenting on the reconsideration of Decision CRTC 83-576 and notes that, with the

Bien que l'industrie a beaucoup évolué depuis le 1^{er} février 1983, cette évolution est conforme avec la décision CRTC 82-240. Le Conseil a fait remarquer expressément "qu'un système de télévision payante vraiment canadien devrait émerger avec le temps et que les licences délivrées dans la présente décision constituent un premier pas en ce sens" et, convenant que la télévision payante survenait à un moment critique, il a souligné le fait que "pour réussir, la télévision payante devra s'adapter à un milieu concurrentiel et en évolution."

Dans la déclaration préliminaire relative à la présente décision, le Conseil a examiné en détail les rôles et obligations des titulaires de licences d'intérêt général compte tenu de l'évolution de l'industrie de la télévision payante et du cadre général établi à l'égard de la télévision payante dans la décision 82-240. Le Conseil est d'avis que les rôles et obligations des titulaires de licences de service national et régional d'intérêt général sont justes et équitables et il est convaincu qu'ils n'ont pas été injustement modifiés par la décision CRTC 83-576.

Par ailleurs, le Conseil prévoyait explicitement la possibilité d'étendre la zone de desserte autorisée des titulaires lorsqu'il déclarait ce qui suit:

Il étudiera également des moyens de fournir le service de télévision payante à d'autres régions du pays, et notamment l'extension des aires de desserte proposée dans les demandes relatives aux services régionaux de télévision payante autorisés dans la présente décision.

Le Conseil a également reçu 37 mémoires portant sur le réexamen de la décision CRTC 83-576 et il constate que, à l'exception de Premier Choix,

exception of First Choice, all of the submissions, including that of the Government of Saskatchewan, were in support of Decision CRTC 83-576, and were generally of the view that it was consistent with Decision CRTC 82-240.

Having given careful consideration to all of the above factors, including those outlined in the Introductory Statement which are applicable to this decision, as well as the strong support expressed at the hearing for Decision CRTC 83-576 by the interveners, the members of the Commission are all of the opinion that approval of the proposed extension of service is fully justified and is in accord with the objectives, structure and regulatory framework of Decision CRTC 82-240. Accordingly, the Commission hereby confirms, without change, variation or alteration, the amendment of Allarcom's pay television licence authorized by Decision CRTC 83-576.

tous les mémoires, y compris celui de gouvernement de la Saskatchewan, appuyaient la décision CRTC 83-576, et estimaient dans l'ensemble qu'elle était conforme à la décision CRTC 82-240.

Après avoir étudié attentivement tous les facteurs susmentionnés, y compris ceux énoncés dans la déclaration préliminaire et qui ont trait à la présente décision, ainsi que l'appui important exprimé à l'audience à l'égard de la décision CRTC 83-576 par les intervenants, les membres du Conseil sont tous d'avis que l'approbation du projet d'extension de service est amplement justifiée et est conforme aux objectifs, à la structure et au cadre réglementaire de la décision CRTC 82-240. En conséquence, le Conseil, par la présente, confirme, sans changement, la modification de la licence de télévision payante de l'Allarcom autorisée dans la décision CRTC 83-576.

J.G. Patenaude
Secretary General

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude



Decision

Ottawa, 5 January 1984

Decision CRTC 84-2

Aim Satellite Broadcasting
Corporation

Vancouver, British Columbia
- 832631600

Following a Public Hearing in Vancouver on 29 November 1983, a majority of the members of the Commission approves the application for authority to transfer effective control of Aim Satellite Broadcasting Corporation ("Aim"), the regional, general interest, English-language pay television licensee serving British Columbia and the Yukon Territory, to Allarcom Limited ("Allarcom").

The transfer of effective control of Aim is to be accomplished through the transfer of 80% of the issued and outstanding shares of Aim from two groups of existing shareholders, the Spracklin group of eleven shareholders, of which George C. Spracklin holds the greatest number of shares in Aim, and the Castile group, being indirectly comprised of Harold Hine and his family, to Allarcom, the regional, general interest, English-language pay television licensee already serving Alberta.

The Spracklin and Castile groups currently hold 96.4% of the issued and outstanding shares of Aim. The remaining 3.6% of the issued and outstanding shares are held by shareholders who are not party to the purchase agreement. As a result of

Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

Décision

Ottawa, le 5 janvier 1984

Décision CRTC 84-2

Aim Satellite Broadcasting Corporation

Vancouver (Colombie-Britannique)
- 832631600

A la suite d'une audience publique tenue à Vancouver le 29 novembre 1983, la majorité des membres du Conseil approuve la demande d'autorisation de transférer le contrôle réel d'Aim Satellite Broadcasting Corporation ("Aim"), titulaire de la licence régionale d'intérêt général de télévision payante de langue anglaise desservant la Colombie-Britannique et le territoire du Yukon, à l'Allarcom Limited ("l'Allarcom").

Le transfert du contrôle réel d'Aim se fera par le transfert de 80 % des actions émises et en circulation d'Aim de deux groupes d'actionnaires, soit le groupe Spracklin, dont George C. Spracklin détient le plus grand nombre d'actions d'Aim parmi les onze actionnaires du groupe, et le groupe Castile, composé indirectement d'Harold Hine et de sa famille, à l'Allarcom, titulaire de la licence régionale d'intérêt général de télévision payante de langue anglaise desservant l'Alberta.

Les groupes Spracklin et Castile détiennent actuellement 96,4 % des actions émises et en circulation d'Aim. Le reste, soit 3,6 %, appartient à des actionnaires qui ne sont pas parties au contrat d'achat. Par suite de ce contrat, l'Allarcom détiendrait de

this agreement, Allarcom would temporarily hold 80% of the shares of Aim, the Castile group would hold 10% and the remaining 10% would be held by the Spracklin group (6.4%) and the other five present shareholders of Aim: Wolfgang Rauball, Judd Cyllorn, Allan Robertson, Elaine Cash and United Health Care Services Ltd. (3.6%).

Allarcom indicated that up to 30% of the issued and outstanding shares of Aim will subsequently be transferred to residents of British Columbia and the Yukon not related to either the Spracklin group or the Castile group. The Commission requires, as a condition of approval of this application, that this commitment be implemented at the earliest feasible date within the term of Aim's licence so that Allarcom's shareholdings in Aim do not exceed 50%.

The Spracklin and Castile groups have entered into a share purchase agreement with Allarcom dated 22 August 1983 which has been endorsed by all of the existing shareholders of Aim. The agreement provides for an immediate adjournment of the legal action which the Spracklin and Castile groups have undertaken against each other since the issuance of the licence to Aim, and for the dismissal of such action by consent should the Commission approve this application.

Upon approval, the Board of Directors of Aim is to be comprised of a clear majority of residents of British Columbia and the Yukon, including George C. Spracklin. All programming investment decisions will be made in the region by the Board of Directors. In addition, Aim has undertaken to establish a seven-member regional Advisory Committee, to be comprised

façon provisoire, 80 % des actions d'Aim, le groupe Castile 10 % et les 10 % qui restent seraient réparties entre le groupe Spracklin (6,4 %) et les cinq autres actionnaires actuels d'Aim: (Wolfgang Rauball, Judd Cyllorn, Allan Robertson, Elaine Cash et la United Health Care Services Ltd. (3,6 %).

L'Allarcom a indiqué que, par la suite, des résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon, reliés ni au groupe Spracklin ni au groupe Castile, se verront transférer jusqu'à 30 % des actions émises et en circulation d'Aim. Le Conseil exige, comme condition d'approbation de la présente demande, que cet engagement se concrétise dans les meilleurs délais possible pendant la période d'application de la licence d'Aim de manière à ce que la part d'actions d'Aim détenues par l'Allarcom n'excède pas 50 %.

Les groupes Spracklin et Castile ont conclu une entente avec l'Allarcom le 22 août 1983 portant sur l'achat d'actions, entente qui a été entérinée par tous les actionnaires actuels de Aim. Cette entente prévoit l'ajournement immédiat des poursuites en justice que les groupes Spracklin et Castile ont intentées l'un contre l'autre depuis la délivrance de la licence à Aim, ainsi que l'abandon par consentement mutuel des dites poursuites, advenant l'approbation par le Conseil de cette demande.

Lors de l'approbation, le conseil d'administration d'Aim sera composé d'une nette majorité de résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon, y compris George C. Spracklin. Toutes les décisions d'investissement relatives à la programmation seront prises dans la région par le conseil d'administration. De plus, Aim s'est engagée à former un comité consultatif

entirely of residents of British Columbia and the Yukon, which will make recommendations to the Board of Directors on the use of a production fund to be established by Aim for the production of regional programs.

On 21 February 1983, the Commission issued Decision CRTC 83-115 which initially granted a licence to Aim over three competing applicants to provide a regional, general interest, English-language pay television service to British Columbia and the Yukon Territory. In the decision the Commission stated that, while none of the applications fully satisfied its expectations in the context of its objectives for pay television, it considered that Aim was the best applicant, having regard to the resources, management capacity and experience of each applicant. It also emphasized that in "assessing these applications, the Commission has given careful consideration to the importance, at this time, of licensing a regional, general interest pay television service in British Columbia and the Yukon to ensure that viewers in that region have access to pay television services originating in their region, and to strengthen and expand the regional pay television grid across Canada."

A concern raised at the public hearing by interveners opposing the transfer of control of Aim to Allarcom was the possibility that, given that the transfer arises during the first term of Aim's licence and that the pay television service is not yet in operation, approval of the proposed transfer would compromise the integrity of the licensing process.

régional de sept membres qui sera composé uniquement de résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon et qui sera chargé de faire des recommandations au conseil d'administration sur l'utilisation d'un fond de production d'émissions régionales qui sera établi par Aim.

Le 21 février 1983, le Conseil a publié la décision CRTC 83-115 accordant à Aim, qui était en concurrence avec trois autres requérantes, sa licence initiale l'autorisant à assurer un service régional d'intérêt général de télévision payante de langue anglaise en Colombie-Britannique et dans le territoire du Yukon. Le Conseil y affirmait qu'aucune des demandes ne répondait pleinement à ses attentes par rapport aux objectifs qu'il a fixés pour la télévision payante mais qu'il considérait qu'Aim se classait au premier rang, compte tenu des ressources, de la capacité de gestion et de l'expérience de chacune des requérantes. Il soulignait également que "dans son examen des demandes en instance, le Conseil s'est attardé à l'importance qu'il y avait, à l'heure actuelle, d'octroyer une licence à un service régional d'intérêt général de télévision payante pour la Colombie-Britannique et le Yukon, afin d'assurer que les téléspectateurs de cette région ont accès à des services de télévision payante en provenance de leur région et de manière à renforcer et à étendre l'éventail de services régionaux de télévision payante partout au Canada."

Les intervenants s'opposant au transfert du contrôle d'Aim à l'Allarcom se sont dits préoccupés lors de l'audience publique que l'approbation du projet de transfert puisse compromettre l'intégrité du processus de délivrance des licences étant donné que le transfert se produit durant la période d'application initiale de la licence d'Aim et que le service de télévision payante n'est pas encore en exploitation.

In considering this issue, the Commission has laid particular stress on the need to ensure that residents of British Columbia and the Yukon have access to an alternate general interest pay television service without further delay. The Commission notes that this is the third public hearing which has been held since 1981 to consider applications related to the introduction of an alternate general interest pay television service to this region. Strong representations for early service were received each time from interested parties in British Columbia, including the independent production industry. The majority of the independent producers in British Columbia also felt that new applicants for a pay television licence in British Columbia would not be forthcoming if a new call were to be issued at this time.

Aim submitted that the compensation to be paid by Allarcom to the vendors represented the actual costs, including legal expenses, incurred by them as a result of their participation in Aim. In this regard, the Commission notes that, at the public hearing, Dr. Allard speaking on behalf of Allarcom, as the purchaser in the proposed transaction, stated:

I went to great lengths to make sure that there was no profit to either of the parties in this transaction and that we were, in fact, agreeing to pay no more than the money they had already expended.

In this regard, Aim outlined its efforts to implement its authority noting that meetings with members of the production community were held, consultants and officers hired, office space rented and significant

Dans l'étude de cette question, le Conseil a attribué une importance particulière à la nécessité d'offrir sans autre délai aux résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon un autre service de télévision payante d'intérêt général. Le Conseil constate qu'il s'agit de la troisième audience publique à être tenue depuis 1981 afin d'étudier des demandes visant à doter cette région d'un autre service de télévision payante d'intérêt général. Des exposés vigoureux demandant ce service au plus tôt ont été présentés chaque fois par des parties intéressées de la Colombie-Britannique, dont des producteurs indépendants. La plupart des producteurs indépendants de la Colombie-Britannique se sont aussi dits d'avis que la publication d'un nouvel appel de demandes à l'heure actuelle n'amènerait aucune nouvelle demande de licence de télévision payante en Colombie-Britannique.

Aim a soutenu que l'indemnité devant être versée par l'Allarcom aux vendeurs couvrait les dépenses réelles, y compris les frais juridiques, qu'ils ont engagées à la suite de leur participation à Aim. A cet égard, le Conseil note que, lors de l'audience publique, M. Allard, au nom de l'Allarcom, l'acheteur dans le projet de transaction, a affirmé ce qui suit: [TRADUCTION]

J'ai pris diverses mesures afin de m'assurer qu'aucune des parties ne tirait profit de la présente transaction et que, de fait, nous convenions de ne pas payer davantage que le montant qu'ils avaient déjà dépensé.

A cet égard, Aim a souligné les efforts qu'elle avait déployés afin de mettre en oeuvre son autorisation et elle a précisé qu'elle avait tenu des réunions avec des représentants des producteurs, engagé des expert-

financial expenditures made towards implementation of the service. The applicant argued that the delay in implementation was largely due to unforeseen litigation among the shareholders which exacerbated the financial difficulties of the licensee and was the principal impediment in the establishment of the service. The Commission notes that, pursuant to the terms of the share purchase agreement, this transfer of control will resolve the financial and legal difficulties faced by Aim.

Although Aim has not yet implemented its service, only ten months have elapsed since the licence was granted. In this regard, the Commission notes that it generally took the pay television licensees, with the exception of TVEC, about one year to commence operations.

Furthermore, the financial support and managerial and professional expertise provided to Aim by Allarcom will ensure that the licensee contributes significantly to the development of British Columbia's growing program production industry. Association with Allarcom will also facilitate the realization of the licensee's programming commitments and the immediate effective use of regional creative expertise and resources necessary to achieve high quality Canadian programming.

The Commission has carefully considered all factors associated with the transaction, including the length of time since the licence was granted, the financial arrangements under which the shares are being transferred, the extent to which the licensee has attempted to implement its authority, the reasons for its

conseil et des gestionnaires, loué des locaux pour les bureaux et effectué des dépenses considérables en vue de l'entrée en exploitation du service. La requérante a allégué que le retard était en grande partie attribuable à un litige imprévu entre les actionnaires, qui a aggravé les difficultés financières de la titulaire et a constitué le principal obstacle à l'établissement du service. Le Conseil note qu'en vertu des dispositions du contrat d'achat des actions, ce transfert de contrôle apportera une solution aux problèmes juridiques et financiers de Aim.

Même si Aim n'a pas encore mis en oeuvre son service, seulement dix mois se sont écoulés depuis que la licence a été accordée. Le Conseil souligne à ce égard que, à l'exception de TVEC, les titulaires de licences de télévision payante ont en général pris environ un an avant de commencer à offrir leur service.

De plus, l'appui financier et la compétence professionnelle et de gestion qu'apportera l'Allarcom à Aim fera en sorte que la titulaire pourra contribuer considérablement à l'expansion de l'industrie grandissante de la production d'émissions en Colombie-Britannique. L'association avec l'Allarcom facilitera également la réalisation des engagements de programmation de la titulaire, le recours immédiat aux ressources et compétences créatrices de la région, lesquelles sont nécessaires à la réalisation d'émissions canadiennes de grande qualité.

Le Conseil a étudié attentivement tous les facteurs entourant la transaction, y compris le temps qui s'est écoulé depuis que la licence a été accordée, les arrangements financiers qui régissent le transfert des actions, les efforts déployés par la titulaire pour concrétiser son autorisation, les raisons de son échec et le fait

inability to do so, and the fact that the proposed transfer will occur in the context of a new, not yet established industry characterized by special risks and uncertainties.

In light of all of the above factors, a majority of the members of the Commission is satisfied that approval of this application will not compromise the integrity of the licensing process and is in the public interest.

As noted in Decision CRTC 84-3 authorizing the extension of Allarcom's Alberta signal to British Columbia and the Yukon for an interim period, Allarcom discussed at the public hearing the possibility of raising the requirement related to the total revenues from its overall pay television operations to be expended on Canadian programming from 35% to 45% if it were authorized to use the same transponder, origination centre and uplink facility located in Edmonton to serve British Columbia and the Yukon on a permanent basis. The applicant noted that it would not be financially feasible to achieve this level of expenditures on Canadian programming if separate facilities were to be established in British Columbia.

The Commission recognizes the fact that the use of a distinct transponder and uplink facility to serve the British Columbia/Yukon market might not be financially viable, at least at the present time. Accordingly, it would be prepared to review further the possibility of Allarcom extending its Alberta signal to the British Columbia/Yukon region on a

que le projet de transfert se produira dans le cadre d'une industrie nouvelle qui n'est pas encore établie et qui se caractérise par des risques spéciaux et des incertitudes.

Compte tenu de tous les facteurs énoncés ci-haut, la majorité des membres du Conseil est convaincue que l'approbation de la présente demande ne compromettra pas l'intégrité du processus de délivrance de licences et est dans l'intérêt du public.

Tel que noté dans la décision CRTC 84-3 qui accorde à l'Allarcom, pour une période provisoire, l'autorisation de prolonger son signal de l'Alberta à la Colombie-Britannique et au Yukon, l'Allarcom a soulevé la possibilité, lors de l'audience publique, de hausser de 35 % à 45 % le pourcentage requis de ses recettes totales tirées de l'ensemble de ses services de télévision payante qu'elle doit affecter à des émissions canadiennes, si elle était autorisée à utiliser en permanence le même transpondeur et centre d'origine ainsi que les mêmes installations d'acheminement descendant du signal situés à Edmonton, afin de desservir la Colombie-Britannique et le Yukon. La requérante a précisé qu'elle ne pourrait, sur le plan financier, atteindre ce niveau de dépenses pour les émissions canadiennes si des installations distinctes devaient être établies en Colombie-Britannique.

Le Conseil convient que l'utilisation d'un transpondeur et d'installations distincts pour desservir le marché de la Colombie-Britannique et du Yukon pourrait ne pas être rentable, du moins à l'heure actuelle. Par conséquent, il serait disposé à examiner à nouveau la possibilité pour l'Allarcom de prolonger son signal de l'Alberta à la région de la Colombie-Britannique

permanent basis, provided Allarcom also increases its overall Canadian programming expenditure requirements from 35% to 45% in addition to maintaining all of the commitments made at the hearing by Aim and Allarcom and outlined on pages 7, 8 and 9 of this decision.

Notwithstanding the above, it is a condition of approval of this application that Aim spend 45% of its total revenues from its pay television operations in British Columbia and the Yukon on Canadian programming in each year over the term of the licence.

In the application for approval of the transfer of control, a revised Promise of Performance was submitted based on a proposal to provide viewers in British Columbia and the Yukon with 168 hours of programming per week, as opposed to approximately 60 hours per week promised in Aim's original application approved by Decision 83-115. Approximately 68% of the programming will consist of feature films, as compared to the 75% proposed in Aim's earlier application, including an increase in films designed specifically for children. The remainder of Aim's programs will include theatrical performances, musical variety specials, children's programs, sports and short films. The Commission accepts the above-noted admendments which are hereby approved.

Further, the Commission requires, as a condition of approval of the proposed share transfer, that Aim implement the following commitments made at the hearing;

- a minimum of \$12 million to be expended on the investment in, or acquisition of, Canadian programs during the term of Aim's licence. The Commission expects the licensee to ensure that a large portion of this amount be expended in the British Columbia and Yukon region;

et du Yukon de façon permanente, pourvu que l'Allarcom fasse passer de 35 % à 45 % le total de ses dépenses qui doit être consacré à la programmation canadienne en plus de maintenir tous les engagements pris par Aim et l'Allarcom lors de l'audience, lesquels sont énumérés aux pages 7, 8 et 9 de la présente décision.

Nonobstant ce qui précède, l'approbation de la présente demande est assujettie à la condition qu'Aim consacre 45 % des recettes totales provenant de ses services de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon à la programmation canadienne et ce, chaque année d'application de la licence.

Dans la demande d'approbation du transfert de contrôle, une promesse de réalisation révisée a été soumise d'après une proposition visant à offrir aux téléspectateurs de la Colombie-Britannique et du Yukon une programmation de 168 heures par semaine comparativement aux quelque 60 heures par semaine promises dans la demande originale d'Aim qu'a approuvée la décision 83-115. Cette programmation sera composée à environ 68 % de longs métrages, comparativement aux 75 % proposés dans la demande précédente d'Aim, et contiendra un plus grand nombre de films conçus spécialement pour les enfants. Le reste sera composé de pièces de théâtre, de spectacles de variétés musicales, d'émissions pour enfants, de sports et de courts métrages. Le Conseil accepte les changements susmentionnés qui sont par la présente approuvés.

De plus, le Conseil exige, comme condition d'approbation du projet de transfert d'actions, qu'Aim mette en oeuvre les engagements suivants pris à l'audience:

- dépenser au moins 12 millions de dollars dans l'investissement portant sur les émissions canadiennes, ou au chapitre de leur acquisition. Le Conseil s'attend à ce que la titulaire s'assure qu'une part importante de ce montant soit dépensée dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon;

- \$1 million to be expended on the investment in Canadian programming during the first year of operation. The Commission expects the licensee to ensure that a large portion of this amount be expended in the British Columbia and Yukon region;
- the establishment of a script and concept development fund to which will be allocated 2.7% of gross revenues from its pay television operation in British Columbia and the Yukon; and the immediate investment of \$500,000 in "seed" money for script and concept development;
- the establishment of a program production fund generated from the profits from its pay television operation in British Columbia and the Yukon, through the flow-through concept. 75% of this fund to be invested in regionally-based projects or on projects done in co-operation with other regional general interest pay television licensees;
- the investment of 100% of the Company's profits over the first five years from its pay television operation in British Columbia and the Yukon, in Canadian productions;
- the establishment of a creative development department in British Columbia within 90 days of the issuance of this decision. In this regard, Aim stated: "This department will meet with producers and writers, here in Vancouver, in the region." It "will assess and critique proposals, invest in promising projects, offer a vital link with other regional pay services and other Canadian sources of co-production financing, and beyond that, offer inroads to international markets.";
- dépenser 1 million de dollars au chapitre de l'investissement portant sur les émissions canadiennes au cours de la première année d'exploitation. Le Conseil s'attend à ce que la titulaire s'assure qu'une part importante de ce montant soit dépensée dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon;
- établir un fonds de création de textes et de concepts auquel elle consacrera 2,7 % des recettes brutes générées par son service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon, et faire une mise de fonds immédiate de 500 000 \$ aux fins de la création de textes et de concepts;
- établir un fonds de production à partir des profits générés par son service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon, selon la méthode d'impôt de réinvestissement. 75% de ce fonds devront être investis dans des projets régionaux ou dans des projets réalisés en collaboration avec d'autres titulaires de licences régionales de télévision payante d'intérêt général;
- investir dans des productions canadiennes, au cours des cinq premières années, la totalité des profits générés par son service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon;
- établir un centre de création en Colombie-Britannique dans les 90 jours de la date de publication de la présente décision. A cet égard, Aim a déclaré: [TRADUCTION] "Les responsables de ce centre rencontreront des producteurs et des rédacteurs à Vancouver et dans la région." Ils "évalueront et feront la critique des projets, investiront dans des projets qui s'annoncent bien, offriront un lien capital avec d'autres services régionaux de télévision payante et d'autres sources canadiennes aux fins du financement de co-production et, enfin, se pencheront sur les possibilités qui s'offrent au niveau des marchés internationaux.";

- the allocation of 6% of the total revenues from its pay television operation in British Columbia and the Yukon for the production or acquisition of regional productions;
 - the distribution of a minimum of 8 hours per week of programming produced or acquired in the British Columbia/Yukon region.
 - the establishment of a seven-member regional advisory committee to be comprised entirely of residents of British Columbia and the Yukon, who will make recommendations on the use of the program production fund. Aim stated that the decisions on the use of the fund "will be made in the region by the [AIM] Board of Directors..., a majority of whom are long-time B.C. residents." The advisory committee will engage "in an exchange of ideas with key people in the industry "and will include a representative from the Yukon.";
 - to initiate or cause the initiation of six Canadian feature films in the British Columbia/Yukon region during the first year of operation;
 - 18% of all the feature films to be distributed to be Canadian;
 - children's programming to represent at least 12½% of the 168 hour-a-week schedule; and
 - the restriction of the distribution of adult movies to a maximum of 12 hours per week, representing 7.1% of the total viewing time.
- Aim indicated that adult movies will not be scheduled in British Columbia/Yukon region before 12:00 midnight, and confirmed at the hearing that it
- affecter 6 % des recettes totales de son service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon à la production ou à l'acquisition de productions régionales;
 - distribuer au moins huit heures par semaine d'émissions produites ou acquises dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon;
 - former un comité consultatif régional composé exclusivement de sept résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon, qui fera des recommandations au sujet de l'utilisation du fonds de production d'émissions. Aim a déclaré que les décisions relatives à l'utilisation du fonds [TRADUCTION] "seront prises dans la région par le conseil d'administration de Aim..., dont la majorité sont des résidants de longue date de la Colombie-Britannique." Le comité consultatif participera "à un échange d'idées avec des représentants importants de l'industrie" et comprendra un représentant du Yukon";
 - mettre en oeuvre ou amorcer la mise en oeuvre de six longs métrages canadiens dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon au cours de la première année d'exploitation;
 - que 18 % de tous les longs métrages distribués soient canadiens;
 - présenter une proportion d'émissions pour enfants de 12½ % sur les 168 heures de programmation hebdomadaire; et
 - restreindre la distribution de films pour adultes à au plus 12 heures par semaine, soit 7,1 % du temps total d'écoute.

Aim a indiqué que les films pour adultes ne seront pas présentés dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon avant minuit et a confirmé

would not show anything of a pornographic nature, or "anything that is violent for violence's sake." The Commission expects the licensee to adhere closely to this commitment and to establish appropriate standards and practices respecting pay television programming in that regard.

The Commission is satisfied, based on the above-noted commitments and on the ownership conditions of licence, that the regional dimensions outlined in the Introductory Statement to this decision, have been met.

Attached to Aim's licence was the condition that, "except as may be otherwise authorized by the Commission, the licensee shall commence service on or before 1 September 1983." On 26 August 1983, the Commission authorized the extension of the implementation deadline date by six months to 1 March 1984 to allow time for the Commission to consider the application for approval of the transfer of control of Aim. In the application for transfer of control, the parties indicated that approximately eight months would be required to implement the service.

In Decision CRTC 84-3 issued today, the Commission has authorized Allarcom to provide interim service to British Columbia and the Yukon until 30 September 1984. In line with that decision and with the applicants' request, the Commission hereby amends the licensee's condition of licence by extending its deadline for the implementation of service to 30 September 1984 or such further period as the Commission may, upon receipt of a request for extension received before 30 September 1984, deem appropriate under the circumstances.

à l'audience qu'elle ne présenterait rien de pornographique ni [TRADUCTION] "rien qui soit considéré comme de la violence gratuite." Le Conseil s'attend à ce que la titulaire respecte fidèlement cet engagement et qu'elle établisse à cet égard des normes et des pratiques appropriées à l'égard de la télévision payante.

S'appuyant sur les engagements et les conditions de licence relatives à la propriété énumérés ci-haut, le Conseil est convaincu que les dimensions régionales dont il est fait référence dans la déclaration préliminaire ont été atteintes.

En annexe à la licence d'Aim figurait la condition stipulant "qu'à moins d'une autorisation spéciale du Conseil, le service de la titulaire devra entrer en exploitation au plus tard le 1^{er} septembre 1983." Le 26 août 1983, le Conseil a consenti à reporter la date limite d'entrée en service de six mois, soit au 1^{er} mars 1984, pour donner au Conseil le temps d'étudier la demande d'autorisation de transférer le contrôle d'Aim. Les parties ont indiqué dans la demande de transfert de contrôle qu'un délai de huit mois environ serait requis pour mettre en oeuvre le service.

Dans la décision CRTC 84-3 publiée aujourd'hui, le Conseil a autorisé l'Allarcom à dispenser provisoirement son service en Colombie-Britannique et au Yukon jusqu'au 30 septembre 1984. Conformément à cette décision et à la demande de la requérante, le Conseil modifie par la présente la condition de licence de la titulaire en reportant au 30 septembre 1984 son autorisation de mettre en oeuvre le service ou pour le délai additionnel que le Conseil peut juger approprié en l'espèce, après avoir reçu une demande de prorogation avant le 30 septembre 1984.

The Commission acknowledges the numerous interventions received in regard to this application, the large majority of which supported this application.

Le Conseil fait état des nombreuses interventions reçues au sujet de cette demande dont la grande majorité appuyait cette demande.

J.G. Patenaude
Secretary General

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude



Decision

Ottawa, 5 January 1984

Decision CRTC 84-3

Allarcom Limited

Regional English-Language Pay Television Service for the Province of British Columbia and the Yukon Territory - 832632400

Following a Public Hearing in Vancouver, on 29 November 1983, a majority of the members of the Commission approves the application by Allarcom Limited ("Allarcom"), the regional, general interest, English-language pay television licensee serving Alberta to amend its pay television network licence by extending its authorized service area to include the Province of British Columbia and the Yukon Territory, on an interim basis.

This approval is effective until 30 September 1984 or such further period as the Commission may, upon receipt of a request for extension received before 30 September 1984, deem appropriate under the circumstances.

Aim has entered into an agreement with Allarcom dated 2 September 1983 to provide pay television service to British Columbia and the Yukon on a temporary basis by using Allarcom's signal originating and uplinked from facilities located in Edmonton.

The agreement stipulates that Aim will act as a wholesaler of Allarcom's signal in British Columbia and the Yukon Territory. Aim will enter

Décision

Ottawa, le 5 janvier 1984

Décision CRTC 84-3

Allarcom Limited

Service régional de télévision payante de langue anglaise pour la Colombie-Britannique et le Yukon - 832632400

A la suite d'une audience publique tenue à Vancouver le 29 novembre 1983, la majorité des membres du Conseil approuve la demande présentée par l'Allarcom Limited ("l'Allarcom"), titulaire d'une licence régionale d'intérêt général de télévision payante de langue anglaise desservant l'Alberta, en vue de modifier sa licence de réseau de télévision payante en étendant, de façon provisoire, son aire de desserte autorisée pour y inclure la Colombie-Britannique et le Yukon.

Cette approbation est en vigueur jusqu'au 30 septembre 1984 ou pour le délai additionnel que le Conseil peut juger approprié en l'espèce, après avoir reçu une demande de prorogation avant le 30 septembre 1984.

Aim a conclu une entente avec l'Allarcom le 2 septembre 1983 en vue d'offrir, provisoirement, le service de télévision payante à la Colombie-Britannique et au Yukon au moyen du centre d'origine et des installations pour l'acheminement ascendant du signal d'Allarcom situés à Edmonton.

L'entente stipule qu'Aim agira comme grossiste du service de l'Allarcom en Colombie-Britannique et au Yukon. Aim conclura des ententes d'affiliation

into affiliation agreements with cable operators in the region, collect revenues under these agreements and make payments to Allarcom on the basis of an agreed formula. Aim will provide Canadian programs acquired in the British Columbia and Yukon region, for insertion into Allarcom's programming schedule for distribution via Allarcom's satellite signal to all cable affiliates.

The agreement also stipulates that "Aim shall provide Allarcom with its regional input as to the acceptability of the programming schedule prepared by Allarcom from Aim's regional perspective ... [and] Allarcom agrees to consider the inclusion in its monthly programming schedule, of Canadian programs locally or regionally acquired by Aim within Aim's Territory."

The major reason given by Allarcom for this application is the importance of regional pay television service being made available to cable subscribers in British Columbia and the Yukon without further delay. Allarcom also emphasized that such a service would significantly strengthen the other regional pay television licensees by improving their program purchasing agreements, considering the size of the potential subscriber base of the British Columbia and Yukon region.

The Commission notes that, even under the most favourable circumstances, Aim could probably not provide pay television service using its own origination centre before October 1984. This delay in providing service would make it more difficult for Aim to establish itself in a competitive environment within the term of its licence. Moreover, the Commission considers that this interim proposal will provide

avec les télédistributeurs de la région, percevra des recettes en vertu de ces ententes et versera des paiements à l'Allarcom selon une formule convenue. Aim offrira des émissions acquises dans la région de la Colombie-Britanique et du Yukon en vue de les incorporer à l'horaire des émissions de l'Allarcom aux fins de distribution à toutes les entreprises de télédistribution affiliées, via le signal de l'Allarcom par satellite.

L'entente stipule également que [TRADUCTION] "Aim fera part de sa contribution régionale à l'Allarcom en ce qui a trait à l'acceptabilité de l'horaire des émissions préparé par l'Allarcom, du point de vue régional de Aim ... [et] l'Allarcom accepte de tenir compte de l'inclusion, dans son horaire d'émissions mensuel, d'émissions canadiennes acquises localement ou régionalement par Aim au sein du territoire de Aim."

Selon l'Allarcom, le principal motif de cette demande tient à l'importance de la prestation, sans autre délai, d'un service régional de télévision payante aux abonnés du câble en Colombie-Britannique et au Yukon. L'Allarcom a aussi souligné que ce service consoliderait sensiblement les autres titulaires de licences régionales de télévision payante en améliorant leurs ententes d'achat d'émissions, compte tenu de l'importance du marché possible en Colombie-Britannique et au Yukon.

Le Conseil note que même dans les circonstances les plus favorables, Aim ne pourrait probablement pas assurer un service de télévision payante au moyen de son propre centre d'origine avant octobre 1984. Vu ce délai à fournir le service, il serait plus difficile pour Aim de s'établir dans un milieu concurrentiel au cours de la période d'application de sa licence. De plus, le Conseil estime que cette proposition provisoire donnerait aux

residents in British Columbia and the Yukon with immediate access to an alternate general interest pay television service, already available to the majority of cable subscribers across Canada.

As noted in Decision CRTC 84-2, at the public hearing, Allarcom discussed the possibility of raising the requirement related to the total revenues from its overall pay television operations to be expended on Canadian programming from 35% to 45% if it were authorized to use the same transponder, origination centre and uplink facility located in Edmonton to serve British Columbia and the Yukon, on a permanent basis. The applicant noted that it would not be financially feasible to achieve this level of expenditures if separate facilities were to be established in British Columbia.

The Commission recognizes the fact that the use of a distinct transponder and uplink facility to serve the British Columbia/Yukon market might not be financially viable, at least at the present time. Accordingly it would be prepared to review further the possibility of Allarcom extending its Alberta signal to the British Columbia/Yukon region on a permanent basis, provided Allarcom also increases its overall Canadian programming expenditure requirements from 35% to 45% in addition to maintaining all of the commitments made at the hearing by Aim and Allarcom and outlined on pages 4, 5 and 6 of this decision.

Notwithstanding the above, it is a condition of approval of this application that Allarcom spend 45% of its total revenues from its overall

résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon l'accès immédiat à un autre service de télévision payante d'intérêt général, déjà offert à la majorité des abonnés du câble à travers le Canada.

Tel que noté dans la décision CRTC 84-2, l'Allarcom a soulevé la possibilité, lors de l'audience publique, de faire passer de 35 % à 45 % le pourcentage requis des recettes totales tirées de l'ensemble de ses services de télévision payante qu'elle doit affecter à des émissions canadiennes, si elle était autorisée à utiliser en permanence le même transpondeur et centre d'origine ainsi que les mêmes installations d'acheminement descendant du signal situés à Edmonton, afin de desservir la Colombie-Britannique et le Yukon. La requérante a précisé qu'elle ne pourrait, sur le plan financier, atteindre ce niveau de dépenses si des installations distinctes devaient être établies en Colombie-Britannique.

Le Conseil convient que l'utilisation d'un transpondeur et d'installations distincts pour desservir le marché de la Colombie-Britannique et du Yukon pourrait ne pas être rentable, du moins à l'heure actuelle. Par conséquent, il serait disposé à examiner à nouveau la possibilité pour l'Allarcom de prolonger son signal de l'Alberta à la région de la Colombie-Britannique et du Yukon de façon permanente, pourvu que l'Allarcom fasse passer de 35 % à 45 % le total de ses dépenses qui doit être consacré à la programmation canadienne en plus de maintenir tous les engagements pris par Aim et l'Allarcom lors de l'audience, lesquels sont énumérés aux pages 4, 5 et 6 de la présente décision.

Nonobstant ce qui précède, l'approbation de la présente demande est assujettie à la condition que l'Allarcom consacre à la programmation canadienne

Western Canada pay television operations on Canadian programming during the interim period authorized in this decision.

Furthermore, in the discussion of this application at the hearing, Allarcom undertook that, should the application for the transfer of effective control of Aim to Allarcom also be approved (Decision CRTC 84-2), it would honour all of the commitments made by Aim in connection with its transfer of control application. Accordingly, the Commission requires, as a condition of its approval of this interim authority, that Allarcom adhere to this undertaking throughout the interim period. The commitments made by Aim, and discussed both with Aim and Allarcom at the hearing, are set out below:

- a minimum of \$12 million to be expended on the investment in, or acquisition of, Canadian programs during the term of Aim's licence. The Commission expects the licensee to ensure that a large portion of this amount be expended in the British Columbia and Yukon region;
- \$1 million to be expended on the investment in Canadian programming during the first year of operation. The Commission expects the licensee to ensure that a large portion of this amount be expended in the British Columbia and Yukon region;
- the establishment of a script and concept development fund to which will be allocated 2.7% of gross revenues from the pay television operation in British Columbia and the Yukon; and the immediate investment of \$500,000 in "seed" money for script and concept development;
- the establishment of a program production fund generated from the profits from the pay television

au cours de la période provisoire autorisée dans la présente décision, 45 % des recettes totales provenant de l'ensemble de ses services de télévision payante de l'Ouest.

En outre, lors de la discussion de cette demande à l'audience, l'Allarcom s'est engagée à honorer tous les engagements pris par Aim relativement à sa demande de transfert de contrôle si cette demande de transfert du contrôle réel de Aim à l'Allarcom était aussi approuvée (décision CRTC 84-2). En conséquence, le Conseil exige, comme condition d'approbation de l'autorisation provisoire, que l'Allarcom respecte cet engagement au cours de la période provisoire. Les engagements pris par Aim et qui ont fait l'objet de discussions avec Aim et l'Allarcom à l'audience, sont énumérés ci-dessous:

- dépenser au moins 12 millions de dollars dans l'investissement portant sur les émissions canadiennes, ou au chapitre de leur acquisition. Le Conseil s'attend à ce que la titulaire s'assure qu'une part importante de ce montant soit dépensée dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon;
- dépenser 1 million de dollars au chapitre de l'investissement portant sur les émissions canadiennes au cours de la première année d'exploitation. Le Conseil s'attend à ce que la titulaire s'assure qu'une part importante de ce montant soit dépensée dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon;
- établir un fonds de création de textes et de concepts auquel elle consacrera 2,7 % des recettes brutes générées par le service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon, et faire une mise de fonds immédiate de 500 000 \$ aux fins de la création de textes et de concepts;
- établir un fond de production à partir des profits générés par son service de télévision payante en

operation in British Columbia and the Yukon, through the flow-through concept. 75% of this fund to be invested in regionally-based projects or on projects done in co-operation with other regional general interest pay television licensees;

- the investment of 100% of the Company's profits over the first five years from the pay television operation in British Columbia and the Yukon, in Canadian productions;

- the establishment of a creative development department in British Columbia within 90 days of the issuance of this decision. In this regard, Aim stated: "This department will meet with producers and writers, here in Vancouver, in the region". It "will assess and critique proposals, invest in promising projects, offer a vital link with other regional pay services and other Canadian sources of co-production financing, and beyond that, offer inroads to international markets.";

- the allocation of 6% of the total revenues from the pay television operation in British Columbia and the Yukon for the production or acquisition of regional productions. In line with this commitment, Allarcom committed 6% of the total revenues from its overall operations in the Prairie provinces and in British Columbia;

- the distribution of a minimum of eight hours per week of programming produced or acquired in the British Columbia/Yukon region. Accordingly, Allarcom's across-the-board regional productions will total a minimum of 16 hours per week;

Colombie-Britannique et au Yukon, selon la méthode d'impôt de réinvestissement. 75% de ce fonds devront être investis dans des projets régionaux ou dans des projets réalisés en collaboration avec d'autres titulaires de licences régionales de télévision payante;

- investir dans des productions canadiennes, au cours des cinq premières années, la totalité des profits générés par son service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon;

- établir un centre de création en Colombie-Britannique dans les 90 jours de la date de publication de la présente décision. A cet égard, Aim a déclaré: [TRADUCTION] "Les responsables de ce centre rencontreront des producteurs et des rédacteurs à Vancouver et dans la région." Ils "évalueront et feront la critique des projets, investiront dans des projets qui s'annoncent bien, offriront un lien capital avec d'autres services régionaux de télévision payante et d'autres sources canadiennes aux fins du financement de co-production et, enfin, se pencheront sur les possibilités qui s'offrent au niveau des marchés internationaux.";

- affecter 6 % des recettes totales du service de télévision payante en Colombie-Britannique et au Yukon à la production ou à l'acquisition de productions régionales. Conformément à cet engagement, l'Allarcom s'est engagée à affecter 6% des recettes totales provenant de l'ensemble de ses aires de desserte autorisées dans les Prairies et en Colombie-Britannique;

- distribuer au moins huit heures par semaine d'émissions produites ou acquises dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon. Par conséquent, les productions régionales générales de l'Allarcom totaliseront un minimum de 16 heures par semaine;

- the establishment of a seven-member regional advisory committee to be comprised entirely of residents of British Columbia and the Yukon, who will make recommendations on the use of the program production fund. Aim stated that the decisions on the use of the fund "will be made in the region by the [AIM] Board of Directors..., a majority of whom are long-time B.C. residents." The advisory committee will engage "in an exchange of ideas with key people in the industry "and will include a representative from the Yukon.";

- to initiate or cause the initiation of six Canadian feature films in the British Columbia/Yukon region during the first year of operation;
- 18% of all the feature films to be distributed to be Canadian;
- children's programming to represent at least 12½% of the 168 hour-a-week schedule;
- the restriction of the distribution of adult movies to a maximum of 12 hours a week, representing 7.1% of the total viewing time; and
- adult programming in the British Columbia/Yukon region not to be shown prior to 12 midnight.

It is a condition of this approval that Allarcom provide this service to British Columbia and the Yukon within thirty days of the date of this decision or such further period as the Commission may, upon receipt of a request for extension before the expiry of the said thirty days, deem appropriate under the circumstances.

- former un comité consultatif régional composé exclusivement de sept résidants de la Colombie-Britannique et du Yukon, qui fera des recommandations au sujet de l'utilisation du fonds de productions d'émissions. Aim a déclaré que les décisions relatives à l'utilisation du fonds [TRADUCTION] "seront prises dans la région par le conseil d'administration de Aim..., dont la majorité sont des résidants de longue date de la Colombie-Britannique." Le comité consultatif participera "à un échange d'idées avec des représentants importants de l'industrie" et comprendra un représentant du Yukon.";

- mettre en oeuvre ou amorcer la mise en oeuvre de six longs métrages canadiens dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon au cours de la première année d'exploitation;
- que 18 % de tous les longs métrages distribués soient canadiens;
- présenter une proportion d'émissions pour enfants de 12½ % sur les 168 heures de programmation hebdomadaire;
- restreindre la distribution de films pour adultes à au plus 12 heures par semaine, soit 7,1 % du temps total d'écoute; et
- que les émissions pour adultes dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon ne soient pas présentées avant minuit.

La présente approbation est assujettie à la condition que l'Allarcom dispense ce service en Colombie-Britannique et au Yukon dans les trente jours de la date de la présente décision ou dans le délai additionnel que le Conseil peut juger approprié en l'espèce, après avoir reçu une demande de prolongation avant l'expiration du délai de trente jours.

The Commission acknowledges the views expressed by interested parties in the numerous interventions received, the large majority of which supported this application.

Le Conseil fait état des opinions exprimées par les parties intéressées dans les nombreuses interventions reçues, dont la grande majorité appuyait cette demande.

J.G. Patenaude
Secretary General

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude



Notice

Ottawa, 5 January 1984

Public Notice CRTC 1984-1

PAY TELEVISION PREVIEWS

In July and August of 1983, the Commission received applications from general interest pay television network licensees, on behalf of their cable television affiliates, for authority to exhibit unscrambled "previews" of their services during a three-day fall promotional campaign. The Commission approved these applications on a one-time experimental basis.

Subsequently, on 30 September 1983, the Commission issued Public Notice CRTC 1983-228 inviting comments from the public related to the issues involved in, and the implications of, the occasional distribution of unscrambled previews.

The Commission received 26 submissions in response to this notice from all sectors of the broadcasting industry, including licensees of television, cable and pay television undertakings. As well, the Consumers' Association of Canada, Media Watch of Prince Edward Island and members of the general public submitted their views on the subject.

Avis

Ottawa, le 5 janvier 1984

Avis public CRTC 1984-1

SÉQUENCES-ANNONCES DE TÉLÉVISION PAYANTE

En juillet et août 1983, le Conseil a reçu des demandes de titulaires de licences de réseau de télévision payante d'intérêt général, au nom de leurs dédistributeurs affiliés, en vue d'obtenir l'autorisation de distribuer sous la forme de signaux non codés des "séquences-annonces" de leurs services au cours d'une campagne de publicité de trois jours lancée à l'automne. Le Conseil a approuvé ces demandes pour une seule période d'essai.

Par la suite, le 30 septembre 1983, le Conseil a publié l'avis public CRTC 1983-228 dans lequel il invitait le public à formuler des observations au sujet des questions et des répercussions de la distribution occasionnelle de séquences-annonces sous la forme de signaux non codés.

En réponse à cet avis, le Conseil a reçu 26 mémoires provenant de tous les secteurs de l'industrie de la radiodiffusion, y compris des titulaires de licences d'entreprises de télévision, de dédistribution et de télévision payante. De plus, l'Association des consommateurs du Canada, Media Watch de l'Île du Prince Édouard et des membres du grand public ont présenté leurs vues à ce sujet.

Some suggested that unscrambled previews would have no demonstrable negative effect on the audiences or revenues of conventional broadcasters. No evidence was provided to refute this view. Others claimed that the distribution of unscrambled pay television programming was contrary to the premise that pay television services should be discretionary, and that previews could infringe on the broadcast rights of conventional broadcasters to certain programs. Concerns were also raised with respect to the unscrambled preview of "adult" movies.

Certain comments proposed that the Commission set limits as to the timing, frequency, duration and methods for the distribution of pay television previews. Others expressed the view that the marketplace would effectively limit the number of previews due to the high costs borne by the pay networks for the unscrambled exhibition of their programming, and the disincentive such previews constitute for potential subscribers if scheduled too frequently. There was universal agreement, however, that pay television previews should not be scheduled during the major national rating periods of off-air broadcasters.

Although the question of unscrambled previews elicited a wide range of views, the predominant opinion among those in favour of previews was that the most effective means to

Certains ont suggéré que les séquences-annonces sous la forme de signaux non codés n'auraient aucun effet néatif démontrable sur les auditoires ou les recettes des radiodiffuseurs conventionnels. Aucune preuve n'a été présentée afin de réfuter cette opinion. D'autres ont prétendu que la distribution d'émissions de télévision payante sous la forme de signaux non codés allait à l'encontre de la prémissé selon laquelle les services de télévision payante devraient être discrétionnaires et que les séquences-annonces pourraient violer les droits de radiodiffusion des radiodiffuseurs conventionnels à l'égard de certaines émissions. On s'est également inquiété au sujet des séquences-annonces de films pour "adultes" sous la forme de signaux non codés.

D'autres ont proposé que le Conseil assigne des limites quant à l'horaire, à la fréquence, à la durée et aux méthodes de distribution des séquences-annonces de télévision payante. D'autres se sont dits d'avis que le marché limiterait effectivement le nombre de séquences-annonces en raison des coûts élevés que les réseaux de télévision payante doivent supporter pour la distribution de leurs émissions, sous la forme de signaux non codés, et l'effet néatif que ces séquences auraient sur les abonnés éventuels si elles étaient présentées trop fréquemment. Il s'est néanmoins dégagé un consensus général selon lequel la distribution de séquences-annonces de télévision payante ne devrait pas avoir lieu au cours des principales périodes d'évaluation nationales des cotes d'écoute des radiodiffuseurs dont les émissions sont reçues en direct.

Bien que la question des séquences-annonces sous la forme de signaux non codés ait mis en lumière une vaste gamme d'opinions, celle qui prévalait parmi les intervenantes en faveur des

market pay television was to allow viewers to sample the product. They suggested that previews should be made available to the widest possible audience.

On the basis of the submissions received and the arguments presented, and taking into account the successful experiences of Superchannel and First Choice with their previews during 1983, the Commission considers that periodic unscrambled distribution of authorized pay television services is a valuable tool in the marketing of pay television and offers the public an effective means of sampling pay television without incurring expense. Further, the Commission is satisfied that there is no evidence at this time that television broadcasters would be harmed by previews.

Accordingly, the Commission authorizes the cable distribution of pay television previews for a period of one year. This will give the Commission the opportunity to examine the results of the previews conducted during that interim period to determine whether or not their authorization should be continued and, if so, under what terms and conditions.

Such authorization is subject to the condition that the previews not be exhibited by cable television licensees during major national broadcasting rating periods such as those conducted by BBM and Nielsen. In addition, the Commission requires that programming distributed during these preview periods consist only of films and programs that are part of the pay television services actually

séquences-annonces portait sur le fait que le meilleur moyen de commercialiser la télévision payante consistait à permettre que l'on offre un échantillonnage du produit aux téléspectateurs. Ils ont estimé que les séquences-annonces devraient être offertes au plus grand auditoire possible.

D'après les mémoires reçus et les plaidoyers présentés et compte tenu des expériences concluantes que Superchannel et Premier Choix ont acquises avec leurs séquences-annonces en 1983, le Conseil estime que la distribution périodique, sous la forme de signaux non codés, de services autorisés de télévision payante constitue un outil précieux de commercialisation de la télévision payante et permet au public d'avoir un aperçu des émissions de télévision payante sans frais. De plus, le Conseil est convaincu que rien ne prouve pour l'instant que les séquences-annonces nuiraient aux télédistributeurs.

En conséquence, le Conseil autorise la télédistribution de séquences-annonces de télévision payante pour une période d'un an. Ce délai donnera au Conseil l'occasion d'examiner les résultats des séquences-annonces présentées au cours de cette période afin de déterminer s'il y a lieu de renouveler l'autorisation et, le cas échéant, en vertu de quelles modalités et conditions.

Cette autorisation est assujettie à la condition que les séquences-annonces ne soient pas distribuées par les télédistributeurs au cours des périodes où ont lieu les principales évaluations nationales des cotes d'écoute, telles que celles menées par le BBM et Nielsen. De plus, le Conseil exige que la programmation distribuée au cours des périodes de séquences-annonces comprenne seulement des films

offered to subscribers. The scheduling and content of such programming must also meet the same standards that currently apply to conventional broadcasters.

Unscrambled previews may be distributed by cable operators on the channel normally used to distribute the pay television service or on any other special programming or currently unused channel, provided that such previews do not cause the removal of any Canadian services that are presently being offered.

The Commission is satisfied that this approach will permit both cable and pay television network licensees flexibility in structuring and scheduling preview periods in order to maximize their potential marketing value.

et des émissions faisant partie des services de la télévision payante présentement offerts aux abonnés. La présentation et le contenu de cette programmation doivent aussi respecter les mêmes normes auxquelles doivent se conformer présentement les radiodiffuseurs conventionnels.

Des séquences-annonces sous la forme de signaux non codés peuvent être distribuées par des télédistributeurs au canal servant normalement à la distribution du service de télévision payante ou à tout autre canal de programmation spéciale ou qui est actuellement inutilisé, à la condition que ces séquences-annonces n'entraînent pas le retrait d'aucun service actuellement offert.

Le Conseil est convaincu que cette façon d'agir offrira aux titulaires de licences de télédistribution et de réseaux de télévision payante la souplesse nécessaire dans la structuration et la présentation des périodes de séquences-annonces afin de maximiser leurs possibilités commerciales.

J.G. Patenaude
Secretary General

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude



Notice

Ottawa, 5 January 1984

Public Notice CRTC 1984-2

Pay Television Stereo Audio Signals on Cable Audio Service

Since the implementation of Canadian pay television services in February 1983, several pay television licensees have been providing a stereo audio feed to their cable television affiliates who, in turn, proposed to distribute this signal on the cable audio service of their undertakings.

In Public Notice CRTC 1983-23 dated 9 February 1983, the Commission stated that, since this stereo audio signal clearly constituted a new service, its distribution by cable television licensees would require the prior approval of the Commission.

In the same notice, the Commission stated that it was currently reviewing the carriage of new audio services on cable as part of its Review of Radio, and that the distribution of pay stereo audio signals would be considered in the context of this review. It also invited comments from interested parties on the issues raised by the cable carriage of the pay stereo feed, particularly with respect to the fixed channel capacity of the cable audio service, the increasing demand for the use of such capacity and the suitability of the material to be distributed on a non-discretionary basis.

Avis

Ottawa, le 5 janvier 1984

Avis public CRTC 1984-2

Distribution, au service sonore par câble, du signal sonore en stéréo des services de télévision payante

Depuis l'introduction des services de télévision payante canadiens en février 1983, plusieurs titulaires de licences de télévision payante ont dispensé un signal sonore en stéréo à leurs télédistributeurs affiliés qui, à leur tour, ont proposé de distribuer ce signal au service sonore du câble de leurs entreprises.

Dans l'avis public CRTC 1983-23 du 9 février 1983, le Conseil a déclaré que, puisque ce signal sonore en stéréo constituait manifestement un nouveau service, sa distribution par des titulaires de licences de télévision par câble nécessiterait l'approbation préalable du Conseil.

Dans le même avis, le Conseil a déclaré qu'il avait entrepris l'examen de la télédistribution de nouveaux services sonores dans le cadre de son examen de la radio, et que la distribution des signaux sonores en stéréo de la télévision payante serait étudiée à la lumière de cet examen. Il a aussi invité les parties intéressées à lui formuler des observations sur les questions que soulevait la télédistribution du signal en stéréo de la télévision payante, notamment en ce qui concerne le nombre limité de canaux du service sonore par câble, la demande croissante d'utilisation de ces canaux et la convenance du matériel aux fins de la distribution sur une base non discrétionnaire.

In Public Notice CRTC 1983-23, the Commission stated that, in the interim, it was prepared to "deal expeditiously and on an exceptional basis, with requests it may receive from any of its licensees for permission to utilize the cable FM band for stereo broadcasts of musical programs requiring exceptional sound quality."

The Commission received fourteen submissions in response to its Public Notice. Eleven were of the view that pay television stereo signals should be distributed on the cable audio service. The three others did not totally oppose such carriage but stated that the signals of local AM radio stations and the stereo signals of local and regional television stations, which are available off-air and free of charge to Canadian listeners, should have precedence over subscriber-supported services.

The Commission has considered these views and has concluded that the stereo audio feed of Canadian pay television services should be authorized for carriage on the cable audio service. The Commission acknowledges the view that this will enhance the attractiveness of pay television to Canadian viewers, thereby increasing the number of its subscribers and the amount of funding available for the development of Canadian programs.

Accordingly, in a separate decision to be released today, the Commission has approved a number of applications by cable television licensees for the carriage of the pay television stereo feed on their undertakings.

Dans l'avis public CRTC 1983-23, le Conseil a déclaré que, dans l'intervalle, il était disposé à traiter "au plus tôt, et ce à titre de cas particuliers, les demandes qu'il pourrait recevoir de toute titulaire visant l'autorisation d'utiliser la bande MF par câble afin de diffuser en stéréo des émissions musicales exigeant une très grande qualité sonore."

Le Conseil a reçu quatorze mémoires en réponse à son avis public. Onze de ces mémoires soutenaient que les signaux en stéréo de la télévision payante devraient être distribués au service sonore par câble. Tout en ne s'opposant pas complètement à cette distribution, les trois autres mémoires ont exprimé l'opinion que les signaux des stations de radio locales MA et les signaux en stéréo des stations de télévision locales et régionales, lesquels peuvent être reçus en direct sans frais par les auditeurs canadiens, devraient avoir priorité sur les services qu'appuient les abonnés.

Le Conseil a tenu compte de ces mémoires et il a conclu que la distribution des signaux sonores en stéréo de télévision payante devrait être autorisée au service sonore par câble. Le Conseil note l'opinion selon laquelle cette mesure rehaussera l'attrait de la télévision payante auprès des téléspectateurs canadiens, et augmentera ainsi le nombre de ses abonnés et les fonds disponibles pour le développement d'émissions canadiennes.

Par conséquent, dans une autre décision publiée aujourd'hui, le Conseil a approuvé un certain nombre de demandes présentées par des titulaires de licences de télévision par câble visant la distribution par leurs entreprises du signal en stéréo de la télévision payante.

Since the Commission expects to issue shortly a policy statement dealing with the priorities to be established for the cable distribution of audio services, its approval for the carriage of the pay television stereo audio feed is, therefore, granted on an interim basis for a period of one year so as not to prejudice the Commission's final determination in this regard.

It is a condition of approval that the distribution of these signals not cause the removal of any Canadian service currently distributed on the cable audio service.

Etant donné que le Conseil s'attend à publier sous peu un énoncé de politique qui traitera des priorités qui seront établies aux fins de la télé-distribution de services sonores, son approbation de la distribution des signaux en stéréo de télévision payante est, par conséquent, accordée de façon provisoire, afin de ne pas porter préjudice aux conclusions finales du Conseil à cet égard.

L'approbation est assujettie à la condition que la distribution de ces signaux n'entraîne pas le retrait de tout service canadien présentement distribué au service sonore par câble.

J.G. Patenaude
Secretary General

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude



Decision

Ottawa, 5 January 1984

Decision CRTC 84-4

For related documents: see Public Notices CRTC 1983-71, 1983-73, 1983-80, 1983-84, 1983-89, 1983-100, 1983-213, 1983-239 and 1984-2 dated 13, 21 and 22 April, 2 and 12 May, 16 September, 17 October 1983 and 5 January 1984 respectively.

The Canadian Radio-television and Telecommunications Commission hereby announces that it approves the applications to change the authorized distribution of the broadcasting receiving undertakings listed in the appendix to this decision by adding the distribution of pay television stereo signals on their cable audio service. This approval is subject to the condition that the addition of these signals not cause the removal of any Canadian service currently distributed on the cable audio service.

As noted in Public Notice CRTC 1984-2 issued today, this authority is granted on an interim basis until 31 December 1984, so as not to prejudice the Commission's final determination which will be made in the context of its policy statement on the Review of Radio dealing with the priorities to be established for the cable carriage of radio services, which will be released shortly.

J.G. Patenaude
Secretary General

Décision

Ottawa, le 5 janvier 1984

Décision CRTC 84-4

Pour documents connexes: voir les avis publics CRTC 1983-71, 1983-73, 1983-80, 1983-84, 1983-89, 1983-100, 1983-213, 1983-239 et 1984-2 en date du 13, 21 et 22 avril, 2 et 12 mai, 16 septembre, 17 octobre 1983 et 5 janvier 1984 respectivement.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes annonce par la présente qu'il approuve les demandes de modification de la distribution autorisée des entreprises de réception de radiodiffusion décrites à l'annexe de la présente décision, visant à ajouter la distribution du signal sonore en stéréo des services de télévision payante à leur service sonore par câble. Cette approbation est assujettie à la condition que l'ajout de ces signaux n'entraîne pas le retrait de tout service canadien présentement distribué au service sonore par câble.

Tel qu'indiqué dans l'avis public CRTC 1984-2 publié aujourd'hui, la présente autorisation est accordée de façon provisoire jusqu'au 31 décembre 1984 et ce, afin de ne pas porter préjudice aux conclusions finales du Conseil, lesquelles seront élaborées dans le cadre de son énoncé de politique sur l'Examen de la radio concernant les priorités devant être établies aux fins de la télédistribution de services radiophoniques, qui sera publié sous peu.

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude

FIRST CHOICE CANADIAN COMMUNICATIONS CORPORATION (ENGLISH-LANGUAGE)	LICENSEE, LOCATION AND APPLICATION NO./TITULAIRE, ENDROIT ET NO DE DEMANDE	SOCIETE DE COMMUNICATIONS CANADIENNE PREMIER CHOIX (LANGUE FRANCAISE)	ATLANTIC REGION/REGION DE L'ATLANTIQUE
			X
North East Cablevision Ltd./ Câblevision Nord-Est Ltée	Bathurst and surrounding areas, N.B./et les régions avoisinantes (N.-B.) - 830582300 - 830628400		X
			X

QUEBEC REGION/REGION DU QUEBEC

Cable T.V. Inc. Part of/secteur de Montréal - 830548400	Laval - 830549200	ONTARIO REGION/REGION DE L'ONTARIO	X
Burlington Cablenet Burlington - 830618500			X
MacLean-Hunter Cable TV Limited Guelph - 830545000			X
Mississauga - 830566600			X
Part of/secteur de Toronto - 830567400			X
Peterborough - 830544300			X
Sarnia - 830543500			X
St. Catharines - 830546800			X
Oakville Cablenet Oakville - 830619300			X

FIRST CHOICE CANADIAN COM- MUNICATIONS CORPORATION (ENGLISH- LANGUAGE)	SOCIETE DE COMMUNICATIONS CANADIENNE PREMIER CHOIX (LANGUE FRANCAISE)	TELEVISION DE L'EST DU CANADA (TVEC) INC.	ONTARIO INDE- PENDENT PAY TELEVISION LTD.
<u>ONTARIO REGION/REGION DE L'ONTARIO</u>			
Ottawa Cablevision Limited <u>Off/secteur d'Ottawa</u> and areas/et les environs - 830486700	X	X	X
Pickering Cable TV Limited <u>Pickering - 830382800</u>	X	X	X
Skyline Cablevision Limited <u>Part of/secteur d'Ottawa and area/et la région</u> - 830585600	X	X	X
Southport Cable TV Limited <u>Paisley - 830637500</u> Port Elgin - 830638300	X	X	X
Cablecasting Limited <u>St. Thomas - 830730800</u>	X	X	X
Kincardine Cable TV Ltd. <u>Kincardine - 830729000</u>	X	X	X
Western Co-Axial Limited <u>Part of/secteur d'Hamilton</u> - 830718300	X	X	X
Northgate Cable T.V. Limited <u>Part of/secteur d'Hamilton</u> - 830727400	X		X

<u>FIRST CHOICE CANADIAN COMMUNICATIONS CORPORATION (ENGLISH-LANGUAGE)</u>	<u>SOCIETE DE COMMUNICATIONS CANADIENNE PREMIER CHOIX (LANGUE FRANCAISE)</u>	<u>TELEVISION DE L'EST DU CANADA (TVEC) INC.</u>	<u>ONTARIO INDEPENDENT PAY TELEVISION LTD.</u>	<u>ALBERTA INDEPENDENT PAY TELEVISION LTD.</u>
<u>ONTARIO REGION/REGION DE L'ONTARIO</u>				
<u>Newton Cable Communications Limited</u>	X	X	X	X
<u>Part of secteur de Toronto - 830685400</u>				
<u>PRAIRIE REGION/REGION DES PRAIRIES</u>				
<u>Westman Media Co-Operative Ltd. Brandon, Manitoba - 830652400</u>	X	X	X	X
<u>Regina Cablevision Co-Operative Regina, Sask. - 830523700</u>	X	X	X	X
<u>Saskatoon Telecable Ltd. Saskatoon, Sask. - 830653200</u>	X	X	X	X
<u>Cablevision Medicine Hat Ltd. Medicine Hat and/et Redcliffe, Alberta - 830688800</u>				
<u>Capital Cable TV Ltd. Part of Edmonton and areas/ secteur d'Edmonton et les environs, Alberta - 830550000</u>				X

FIRST CHOICE CANADIAN COM- MUNICATIONS CORPORATION (ENGLISH- LANGUAGE)	SOCIETE DE COMMUNICATIONS CANADIENNE PREMIER CHOIX (LANGUE FRANCAISE)	ALBERTA INDEPENDENT PAY TELE- VISION LTD.
<u>PACIFIC AND NORTHERN REGION/REGION DU PACIFIQUE ET DU NORD</u>		
M.S.A. Cable Vision Ltd. Abbotsford and /et Clearbrook B.C. / (C.-B.) - 830412300	X	
Western Cable Vision Limited New Westminster and /et Surrey, B.C. / (C.-B.) - 830411500	X	
Delta Cable Television Ltd. <u>Delta, B.C./(C.-B.)</u> - 830563300	X	
Hope Cable Television Ltd. <u>Hope, Silver Creek and /et</u> Kawkawa Lake, B.C. / (C.-B.) - 830548200	X	
Cable West T.V. Ltd. <u>Nanaimo, B.C./(C.-B.)</u> - 830654000	X	X
Kamloops Cablenet Ltd. <u>Kamloops, B.C./(C.-B.)</u> - 831536800	X	
Central Interior Cablevision Ltd. <u>Prince George, B.C./(C.-B.)</u> - 830622700	X	X
Vercom Cable Services Ltd. <u>Vernon, B.C./(C.-B.)</u> - 830684700		

FIRST CHOICE CANADIAN COMMUNICATIONS CORPORATION (ENGLISH-LANGUAGE)	SOCIETE DE COMMUNICATIONS CANADIENNE PREMIER CHOIX (LANGUE FRANCAISE)	ALBERTA INDEPENDENT PAY TELEVISION LTD.
<u>PACIFIC AND NORTHERN REGION/REGION DU PACIFIQUE ET DU NORD</u>		
<u>Reliance Distributors of B.C. Ltd.</u> - 830558300	X	
<u>Jrban Cablevision Ltd.</u> Langford and/or Sooke, B.C./(C.-B.) - 830655700	X	
<u>West Coast Cablevision Ltd.</u> Burnaby, B.C./(C.-B.) - 831826300	X	
<u>Alberni Cable Television Limited</u> Port Alberni, B.C./(C.-B.) - 830547600	X	
<u>Cablenet Limited</u> Hilliwick, B.C./(C.-B.) - 830701900 Courtenay, B.C./(C.-B.) - 831961800	X	X

Notice

Ottawa, 5 January 1984

Public Notice CRTC 1984-3

Pay Television Network Regulations

Pursuant to subsection 16(2) of the Broadcasting Act, the Commission hereby issues proposed Regulations Respecting Pay Television Broadcasting Undertakings for the purpose of obtaining comments and representations from interested persons.

The proposed Regulations, set out in the appendix attached to this Public Notice, reflect several important revisions from the initial proposed regulations which were issued by the Commission for public comment on 4 November 1982 in Public Notice CRTC 1982-123. These changes, which have taken into account the representations received during the latter part of 1982 and first part of 1983, would now permit billboard announcements and production credits while retaining the ban on commercial advertising by pay television licensees. In addition, in view of the economic realities governing production and post-production of programming in Canada, the proposed regulations would now allow licensees, or associated companies, to furnish, on a commercial basis, facilities or technical personnel in respect of production or post-production of programs while maintaining the integrity of the outright prohibition against in-house production by licensees of programming to be shown on their pay television networks.

Avis

Ottawa, le 5 janvier 1984

Avis Public CRTC 1984-3

Règlement sur les réseaux de télévision payante

Conformément au paragraphe 16(2) de la Loi sur la radiodiffusion, le Conseil publie par la présente le projet de Règlement concernant les entreprises de télévision payante en vue d'obtenir des observations des personnes intéressées.

Le projet de Règlement inclus en annexe au présent avis public tient compte de plusieurs modifications importantes apportées au projet de Règlement initial que le Conseil avait publié, aux fins d'observations, dans l'avis public CRTC 1982-123 du 4 novembre 1982. Ces changements, qui font suite aux commentaires reçus à la fin de 1982 et au début de 1983, autoriseraient désormais l'affichage d'annonces et de génériques. Par ailleurs, la publicité commerciale par les titulaires de licences de télévision payante continuerait d'être interdite. De plus, étant donné les réalités économiques qui régissent la production et la post-production d'émissions au Canada, le projet de Règlement permettrait maintenant aux titulaires de licences ou aux compagnies associées de fournir, sur une base commerciale, des installations ou des effectifs sur le plan technique nécessaires à la production ou la post-production d'émissions, mais continuerait de leur interdire totalement toute production interne de programmation devant être présentée à leurs réseaux de télévision payante.

These changes have also been influenced by the experience gained by the Commission during the first year of actual operation of pay television in Canada, and are intended to impose even fewer restrictions upon pay television licensees than originally thought necessary. Licensees will still, however, be required to maintain program logs and accounts in respect of programming expenditures so that the conditions of licence governing Canadian program exhibition and expenditure may be effectively enforced.

The Commission has given consideration to a further change relating to the inclusion of a prohibition against the distribution of any program containing comments or pictorial representations which, when taken in context, would be abusive of any race, religion or creed, or of either sex. In accordance with the requirements of the Statutory Instruments Act, the proposed regulations were forwarded to the Department of Justice for review. This review is still in progress.

The proposals set out in this public notice would, in the Commission's view, impose the minimum regulatory environment necessary to ensure that the objectives of the Commission in the licensing of pay television are met.

All interested persons wishing to comment on the proposed regulations should submit their views in writing to the Secretary General, CRTC, Ottawa, Ontario, K1A 0N2 by 10 February 1984.

L'expérience que le Conseil a acquise au cours de la première année d'exploitation réelle de la télévision payante au Canada a également suscité ces changements qui visent en outre à imposer moins de restrictions aux titulaires de licences de télévision payante qu'il n'avait d'abord été jugé nécessaire. Néanmoins, celles-ci devront continuer de tenir des registres des émissions et des comptes pour ce qui est des dépenses de programmation de manière que les conditions de licence régissant la présentation et les dépenses d'émissions canadiennes puissent être appliquées efficacement.

Le Conseil a pris en considération un autre changement qui vise à inclure l'interdiction de distribuer toute émission comportant des commentaires ou des représentations picturales qui, dans leur contexte, offenserait une race, une religion, une croyance ou un sexe. Conformément aux prescriptions de la Loi sur les textes réglementaires, le projet de règlement a été transmis au ministère de la Justice aux fins d'examen. Cet examen est toujours en cours.

De l'avis du Conseil, les propositions énoncées dans le présent avis public imposent le cadre réglementaire minimum nécessaire pour garantir le respect des objectifs du Conseil en matière de délivrance de licence de télévision payante.

Toute personne désirant soumettre des observations sur le projet de règlement doit les faire parvenir par écrit au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ontario), K1A 0N2 au plus tard le 10 février 1984.

J.G. Patenaude
Secretary General

Le Secrétaire général
J.G. Patenaude

DRAFT

REGULATIONS RESPECTING PAY TELEVISION
BROADCASTING UNDERTAKINGS

Short Title

1. These Regulations may be cited as
the Pay Television Regulations.

Interpretation

2. In these Regulations,

"Act" means the Broadcasting Act;
(Loi)

"associate", where it pertains to a
person, includes

(a) a partner of that person
whether or not the partner is
acting on behalf of the partner-
ship,

(b) a trust or estate in which
that person has a substantial
beneficial interest or in respect
of which that person serves as a
trustee or in a similar capacity,

(c) a spouse, son, daughter,
son-in-law, daughter-in-law of
that person, or other relative of
that person or of his spouse who
resides with that person,

(d) a person with whom that per-
son has entered into an arrange-
ment, understanding or agreement
as to the voting of securities of
a corporation that is an asso-
ciate of that person,

PROJET

REGLEMENT CONCERNANT LES ENTREPRISES
DE TELEVISION PAYANTE

Titre Abrégé

1. Le présent règlement peut être cité
sous le titre: Règlement sur la télé-
vision payante.

Interprétation

2. Dans le présent règlement,

"associé" d'une personne comprend

a) un associé de cette personne
qu'il agisse ou non au nom de la
société dont ils font partie,

b) une fiducie ou une succe-
sion dont cette personne est
un bénéficiaire important ou
pour laquelle elle fait office
de fiduciaire ou agit à un titre
semblable,

c) le conjoint, le fils, la
fille, le gendre ou la bru de
cette personne, ou tout autre
parent de cette personne ou
de son conjoint qui habite
avec cette personne,

d) une personne avec qui
cette personne a conclu une
convention, une entente
ou un accord sur la façon
d'exercer le droit de vote que
comportent les actions de la
société à laquelle est
associée cette personne,

(e) a corporation of which that person, either alone or together with one or more associates as described in any of paragraphs (a) to (d) and (f), has, directly or indirectly, control of not less than 20 per cent of the issued voting securities thereof, and

(f) a corporation of which one or more associates as described in any of paragraphs (a) to (e) has, directly or indirectly, control of not less than 50 per cent of the issued voting securities thereof; (associé)

"commercial message" means any commercial announcement that mentions an advertiser or any product or service of an advertiser, including any such mention in a list of prizes, but does not include any

(a) public service announcement,

(b) advertisement for programs distributed by a Canadian pay television undertaking, or

(c) identification of a pay television undertaking, or

(d) production credit; (message commercial)

"Commission" means the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission; (Conseil)

"control", with reference to any securities means

e) une société dont au moins 20 pourcent des actions avec droit de vote émises sont contrôlées, directement ou indirectement, par cette personne, seule ou avec un ou plusieurs des associés visés aux alinéas a) à d) et f), et

f) une société dont au moins 50 pourcent des actions avec droit de vote émises sont contrôlées, directement ou indirectement, par un ou plusieurs des associés visés aux alinéas a) à e); (associate)

"Conseil" désigne le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes; (Commission)

"contrôle", dans le cas d'actions, signifie

a) être le propriétaire ou le véritable propriétaire de ces actions, et

b) être partie à une convention, à une entente ou à un accord établissant la façon d'exercer le droit de vote que comportent ces actions; (control)

"date d'autorisation" signifie la date de publication, dans la Gazette du Canada, de la décision du Conseil accordant une licence; (date of authorization)

"émission" désigne la présentation de matière sonore ou visuelle, ou de matière sonore et visuelle, visant à informer, éclairer ou à divertir, mais ne comprend pas les indicatifs de réseaux ni les messages d'intérêt public; (program)

(a) ownership or beneficial ownership thereof, and
(b) an arrangement, understanding or agreement as to the manner in which such securities are to be voted; (contrôle)

"date of authorization" means the date of publication in the Canada Gazette of the decision of the Commission granting a licence; (date d'autorisation)

"filler programming" means programming, in no case longer than 15 minutes in duration, the purpose of which is to fill in the time between the presentation of the major programs distributed by the licensee, and includes material that promotes the programs or services provided by the licensee; (matériel d'intermède)

"licence" means a licence issued by the Commission to carry on a pay television network; (licence)

"licensee" means the person who holds a valid licence; (titulaire d'une licence ou titulaire)

"production credit" means a display or an announcement, or a display and an announcement, appearing at the commencement or end of a program and included as an integral part of the program as supplied to a licensee which

(a) where it appears at the commencement of the program, identifies a person who has contributed to the production of the program without indication of any product or service of that person; or

"générique" désigne une présentation visuelle ou une annonce, ou une présentation visuelle et une annonce, présentée au commencement ou à la fin d'une émission telle que fournie à une titulaire et en faisant partie intégrale qui

a) identifie, lorsqu'elle est présentée au commencement de l'émission, une personne qui a contribué à la production de l'émission sans mention des produits ou services de cette personne; ou
b) identifie, lorsqu'elle est présentée à la fin de l'émission, une personne qui a contribué à la production d'une émission avec ou sans indication de la nature de sa contribution; (production credit)

"licence" désigne une licence délivrée par le Conseil et autorisant l'exploitation d'un réseau de télévision payante; (licence)

"Loi" signifie la Loi sur la radiodiffusion; (Act)

"matériel d'intermède" désigne du matériel d'une durée d'au plus 15 minutes qui a pour but de combler les périodes vides entre les principales émissions diffusées par la titulaire, et comprend le matériel de promotion des émissions ou services offerts par cette titulaire; (filler programming)

"message commercial" désigne toute annonce qui mentionne ou présente le nom d'un commanditaire ou un produit ou service d'un commanditaire, y compris toute mention ou présentation de ce genre dans une liste de cadeaux, mais ne comprend pas

a) les messages d'intérêt public,

(b) where it appears at the end of the program, identifies a person who has contributed to the production of the program with or without a specification of the nature of such contribution; (générique)

"program" means the presentation of sound or visual matter, or sound and visual matter designed to inform, enlighten or entertain but does not include network identification or public service announcements; (émission)

"programming" means everything distributed by a licensee on its undertaking; (programmation)

"semester" means a period of six consecutive months ending on the last day of June or December in each year; (semestre)

Program Logs

3.(1) A licensee shall maintain a program log in a form acceptable to the Commission.

(2) Every licensee shall enter in the log referred to in subsection (1), on a daily basis, the following information:

(a) the date;

(b) identification of its undertaking or service thereupon;

b) les annonces d'émissions distribuées par des entreprises canadiennes de télévision payante,

c) les messages d'identification d'une entreprise de télévision payante; ou

d) les génériques; (commercial message)

"programmation" comprend tout ce qui est distribué par une titulaire au moyen de son entreprise; (programming)

"semestre" désigne une période de six mois consécutifs se terminant le dernier jour de juin ou de décembre de chaque année; (semester)

"titulaire d'une licence" ou "titulaire" désigne le détenteur d'une licence (licensee)

Registre des émissions

3.(1) Une titulaire doit tenir un registre des émissions dans un format acceptable au Conseil.

(2) Chaque titulaire doit consigner quotidiennement dans le registre visé au paragraphe (1):

a) la date;

b) l'identification de son entreprise ou service qui s'y trouve;

(c) the title and a brief description of each program distributed, the time at which each program began and ended and a designation indicating Canadian content classification determined in accordance with the criteria established by the Commission and published on 1 April 1984 in a Notice entitled "Recognition for Canadian Programs".

(3) A licensee shall present to the Commission, within 7 days after the end of each month, its program log for that month carrying an attestation by or on behalf of the licensee certifying the accuracy of its content.

Programming

4.(1) A licensee shall not distribute in its programming any commercial message.

(2) Subject to subsection (4), a licensee shall not distribute any programming, other than filler programming, produced after the date of authorization either by itself or by any associate.

(3) For the purposes of subsection (2), "produced" does not include

(a) the furnishing, on a commercial basis, of facilities or technical personnel necessary for the production or post-production processing of a program, or

(b) editing or formatting or other similar measures necessary to enable proper and effective distribution of programming by the licensee.

c) le titre et une brève description de chaque émission diffusée, l'heure du commencement et de la fin de l'émission, et une indication de la cote de l'émission au titre du contenu canadien déterminée conformément aux critères établis par le Conseil et publié le 1^{er} avril 1984 dans un avis intitulé "Accréditation d'émissions canadiennes".

(3) La titulaire doit présenter au Conseil, dans les 7 jours suivant la fin de chaque mois, son registre des émissions pour ce mois accompagné d'une attestation de l'exactitude de contenu du registre signée par la titulaire ou son représentant.

Programmation

4.(1) La titulaire ne doit diffuser aucun message commercial dans sa programmation.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), la titulaire ne doit diffuser dans sa programmation aucune émission, autre que le matériel d'intermède, produite après la date d'autorisation par elle-même ou par un associé.

(3) Aux fins du paragraphe (2), "produite" exclut

a) la fourniture, sur une base commerciale, des installations ou des effectifs sur le plan technique nécessaires à la production ou aux étapes de post-production de cette émission; ou

b) tout montage, mise en forme ou autre travail similaire qui permettent à la titulaire de distribuer cette programmation d'une manière convenable et efficace.

(4) Subsection (2) shall not apply in respect of a licensee authorized to provide programming of which not less than 60 percent of the total programming time in each semester is devoted to programming other than in English, French or a native Canadian language.

5.(1) A licensee shall provide an indication as to the nature of, and audience suitability respecting, any mature program distributed in its programming at the beginning, and in all promotion, of such programs.

(2) For purposes of subsection (2), a mature program includes any program which is not suitable for an audience other than an adult audience by reason of its subject-matter or treatment thereof, or any characteristic thereof, including its language or depiction of violence or eroticism.

Returns

6.(1) A licensee shall keep separate accounts that each set out, for each financial year

(a) the amounts expended by it in relation to

(i) script and concept development of Canadian programs,

(ii) acquisition of Canadian programs or the rights thereto for distribution of such programs in its programming, and

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à une titulaire autorisée à fournir une programmation dont au moins 60 pourcent des heures totales au cours de chaque semestre sont consacrées à la programmation dans une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone canadienne.

5.(1) Pour toute émission destinée à un auditoire adulte, la titulaire doit faire paraître au début et dans toute promotion de telles émissions, une indication de sa nature et l'auditoire visé.

(2) Aux fins du paragraphe (2), une émission destinée à un auditoire adulte comprend toute émission qui ne convient pas à un auditoire autre qu'un auditoire adulte en raison du sujet traité ou de la présentation d'un tel sujet, ou de toute caractéristique de l'émission comprenant le langage ou la présentation d'images violentes ou érotiques.

Rapports

6.(1) La titulaire doit tenir des comptes distincts dans lesquels sont inscrits, pour chaque exercice fiscal

a) les sommes dépensées dans le domaine de

i) la conception ou de la rédaction de scénarios destinés à des émissions canadiennes;

ii) l'acquisition d'émissions canadiennes ou de droits de distribution dans sa programmation de telles émissions canadiennes; et

(iii) investment in Canadian programs to be distributed in its programming,

(b) the amounts expended by it in relation to acquisition of non-Canadian programs or the rights thereto for distribution in its programming, and

(c) the amounts received by it

(i) in respect of subscription to its service,

(ii) in respect of the sale, assignment or other transfer of rights to a form of exhibition or commercial exploitation of a program or series of programs, and

(iii) where subparagraph (ii) does not apply, from a person having a direct or indirect interest in a form of exhibition or commercial exploitation of a program or series of programs in respect of which an expenditure to which paragraph (a) applies is or will be claimed by the licensee.

(2) A licensee shall, upon request by the Commission and in the form specified by it, furnish such information pertaining to its activities as the Commission considers necessary for the proper and effective administration of the Act and these Regulations.

iii) l'investissement dans les émissions canadiennes devant faire partie de sa programmation.

b) les sommes dépensées au titre de l'acquisition d'émissions non-canadiennes ou des droits de distribution dans sa programmation de telles émissions non-canadiennes.

c) les sommes reçues par celle-ci

i) pour la souscription à son service;

ii) en rapport avec la vente, cession ou autre transfert de droits à un genre de présentation ou d'exploitation commerciale d'une émission ou d'une série d'émissions, et

iii) dans le cas où le sous-alinéa ii) ne s'applique pas, d'une personne ayant un intérêt direct ou indirect dans un genre de présentation ou d'exploitation commerciale d'une émission ou d'une série d'émissions pour laquelle la titulaire réclame ou réclamera une dépense sous l'alinéa a).

(2) La titulaire doit fournir au Conseil, lorsqu'il lui en fait la demande et dans la forme spécifiée, toutes les données relatives à ses activités que le Conseil juge nécessaire pour l'application de la Loi et du présent règlement.

(3) For purposes of this section, a program is a Canadian program to the extent that it is so recognized by the Commission in accordance with the criteria established in the notice published by the Commission on 1 April 1984 and entitled "Recognition for Canadian Programs".

(3) Aux fins du présent article, une émission est une émission canadienne dans la mesure où le Conseil l'a ainsi reconnue aux termes des critères établis par le Conseil dans l'avis intitulé "Accréditation des émissions canadiennes" et publié le 1^{er} avril 1984.

